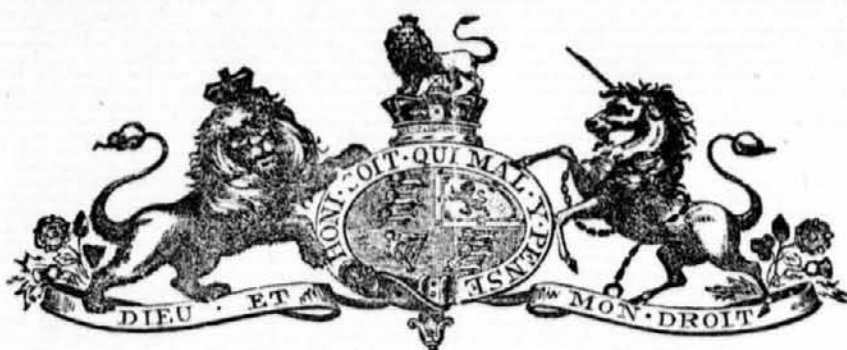




Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 9 MARS 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

917

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 27^e jour de février 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montmagny, MM. Félix Bélanger et Georges Chrétien, de la municipalité du canton Ashford, comté de l'Islet.

987

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30^e jour de janvier 1912, de nommer M. Lawrence Jones, de la rue 14/16 Cockspur (Pall Mall), Londres, S. W., Angleterre, solliciteur, commissaire pour recevoir les affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec.

989

Québec, 4 mars 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 2 mars 1912, de nommer M. Joseph Dumas, cultivateur, conseiller de la municipalité de Saint-Lazare, comté de Bellechasse, en vertu des dispositions de l'article 340 du code municipal.

991

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 9th MARCH, 1912.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

918

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th day of February, 1912, to associate to the commission of the peace for the district of Montmagny, Messrs. Félix Bélanger and Georges Chrétien, of the municipality of the township Ashford, county of l'Islet.

988

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 30th day of January, 1912, to appoint Mr. Lawrence Jones, of 14/16 Cockspur street, (Pall Mall), London, S. W., England, solicitor, a commissioner to receive affidavits under authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec.

990

Québec, 4th March, 1912.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, dated the 2nd March, 1912, to appoint Mr. Joseph Dumas, farmer, councillor of the municipality of Saint Lazare, county of Bellechasse, under the provisions of article 340 of the municipal code.

992

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27^e jour de février 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Saguenay.—MM. Cyrias Dufour et Louis Imbeau, propriétaires, de Pointe-au-Boulevard (Saint-Firmin), comté de Saguenay.

District de Montréal.—M. le Dr. Robert Saint-Jacques, Montréal MM. Léonidas Médéric Desparois, marchand, Montréal, Frédéric W. Hornsby, surintendant, de Greenfield Park, comté de Chambly, et Francis Joseph Kavanagh, comptable, Montréal.

District de Beauce.—MM. Odilon Cloutier, Fortunat Jacques, Joseph Lessard, cultivateurs, Gédéon Cloutier, commerçant, Linière Vachon, industriel, Joseph Lessard, fils de Béloni, rentier, et Arthur Giguère, commerçant, tous de Saint-Joseph-de-Beauce. 999

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th day of February, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Saguenay.—Messrs. Cyrias Dufour and Louis Imbeau, proprietors, of Pointe-au-Boulevard (Saint Firmin), county of Saguenay.

District of Montreal.—Dr. Robert Saint Jacques, Montreal, Messrs. Léonidas Médéric Desparois, merchant, Montreal, Frederick W. Hornsby, superintendent, of Greenfield Park, county of Chambly, and Francis Joseph Kavanagh, accountant, Montreal.

District of Beauce.—Messrs. Odilon Cloutier, Fortunat Jacques, Joseph Lessard, farmers, Gédéon Cloutier, trader, Linière Vachon, manufacturer, Joseph Lessard, son of Béloni, rentier, and Arthur Giguère, all of Saint Joseph de Beauce. 1000

Avis du Gouvernement

No 1621-11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 février 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, tout le territoire compris dans les limites assignées au village de Saint-Gabriel de Brandon, par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 12 décembre 1892, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Gabriel de Brandon. 985

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1912, constituant en corporation MM. Louis Napoléon Michaud, médecin et chirurgien de la station d'Hébertville, Marc Aurèle Michaud, libraire, de la ville de Jonquière, Joseph Savard, marchand, de la ville de Jonquière, J. Auguste Lefebvre, voyageur de commerce, de la ville de Chicoutimi, Pamphile Gaudreau, commerçant, de la station d'Hébertville, dans les buts suivants :

Faire le commerce général de remèdes brevetés, de librairie, groceries, provisions de toute sorte, hardes faites, et tout objet connu sous le nom de marchandises sèches et quincailleries, sous le nom de "La Compagnie Commerciale de Jonquière", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000 00), divisé en mille (1000) actions de vingt piastres (\$20.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Jonquière, dans le district de Chicoutimi.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,
997 Secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que "La Compagnie Electrique de la Baie des Ha! Ha!" faisant des opérations dans la province par lettres patentes, en date du quatrième jour de juillet 1904, a été autorisée à changer sa principale place d'affaires, de Saint-Alexis de Grande Baie, à Chicoutimi.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,
995 Sous-secrétaire de la province.

Government Notice

No. 1621.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 29 February, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Gabriel de Brandon, county of Berthier, the whole of the territory comprized within the limits assigned to the village of Saint-Gabriel de Brandon, by proclamation published in the "Official Gazette" of the 12th December, 1892, and to erect same into a separate school municipality under the name of village of Saint-Gabriel de Brandon. 986

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1912, incorporating Messrs. Louis Napoléon Michaud, physician and surgeon, of Hébertville station, Marc Aurèle Michaud, stationer, of the town of Jonquière, Joseph Savard, merchant, of the town of Jonquière, J. Auguste Lefebvre, commercial traveller, of the town of Chicoutimi, Pamphile Gaudreau, trader, of Hébertville station, for the following purposes :

To carry on the general business of patent medicines, stationers, groceries, provisions of all kinds, ready made clothing, and any object known under the name of dry goods and hardware, under the name of "La Compagnie Commerciale de Jonquière", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one thousand (1000) shares of twenty dollars (\$20 00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Jonquière, in the district of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1912.

C. J. SIMARD,
998 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that "La Compagnie Electrique de la Baie des Ha! Ha!" carrying on operations in the province by letters patent, dated the fourth day of July, 1904, has been authorized to change its chief place of business from Saint-Alexis de Grande Baie, to Chicoutimi.

Dated from the office of the secretary of the province, the first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,
996 Deputy Provincial Secretary.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts révisés du Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Beauce, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle Agricole de la paroisse de l'Enfant-Jésus ".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'agriculture.

Québec, 6 mars 1912.

1025

La formation d'une association sous le nom de " L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce ", dans le but d'aider ses membres en cas de maladie ou accident, ou à leurs héritiers, en cas de décès, a été autorisée par ordre en conseil en date du 17 février 1912.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément au paragraphe 4 de l'article 6896, S. R. P. Q. 1909, ce 6^e jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

1029

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1^{er} jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Joseph Dominique Guay, journaliste, de la ville de Chicoutimi, C. E. Taschereau, notaire, Joseph Philias Cantin, notaire, Ulric Gelly, huissier, J. Alexandre Lepire, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Exploiter dans les limites de Chicoutimi et du Lac Saint-Jean, un ou plusieurs hôtels pour y recevoir et y loger des voyageurs.

Faire le commerce d'hôteliers ainsi que celui des spiritueux et liqueurs, soit en gros ou en détail et au verre, et à ces fins se procurer les licences ou permis requis.

Posséder des terrains et réserves de chasse et de pêche, camps, embarcations et pour l'usage du public, moyennant rémunérations.

Posséder et exploiter des fermes, buanderies, boulangeries, charcuteries et glaciers pour son usage personnel ou pour celui du public.

Posséder et tenir pour l'usage du public, des écuries de louage, des bateaux, voitures et automobiles.

Acheter, acquérir, posséder, vendre et manufacturer des marchandises de tous genres et de toutes descriptions nécessaires pour les fins de son commerce et négoce.

Acheter, acquérir, louer, posséder, échanger et vendre toutes propriétés mobilières et immobilières ou droits mobiliers ou immobiliers quelconques, dont la compagnie peut avoir besoin, pour les fins de son commerce.

Acquérir, louer, posséder le commerce et l'achalandage d'autres compagnies ou personnes.

Acheter les dits biens et droits mobiliers et immobiliers et les payer en argent, en actions, débetures et obligations, de la compagnie.

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires ou utiles aux fins pour lesquelles la compagnie est incorporée, sous le nom de " La Compagnie du Chateau Saguenay, Limitée ", avec un capital de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Québec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted in corporation.

In the county of Beauce, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' Club of the parish of l'Enfant-Jésus ".

JOS. ED. CARON,
Minister of agriculture.

Quebec, 6th March, 1912.

1026

The formation of an association under the name of " L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce ", for the purposes of providing assistance for its members in case of sickness or accident, or to their heirs, in case of death, has been authorized by order in council dated the 17th of February, 1912.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to paragraph 4 of article 6896, R. S. P. Q., 1909, this 6th day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec.

1030

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the first day of March, 1912, incorporating Messrs. Joseph Dominique Guay, journalist, of the town of Chicoutimi, C. E. Taschereau, notary, Joseph Philias Cantin, notary, Ulric Gelly, bailiff, J. Alexandre Lepire, clerk, of the city of Québec, for the following purposes :

To operate within the limits of Chicoutimi and Lake Saint John, one or more hotels for the accommodation and convenience of travellers.

To carry on the business of hotelkeepers and of spirituous liquors, both wholesale or retail and by the glass, and for such purposes to obtain the licenses or permits required.

To hold lands and hunting and fishing reserves, camps, craft, &c., for the use of the public, in consideration of remuneration.

To hold and operate farms, laundries, bakeries, butcher shops and ice-houses for its own use and for that of the public.

To own and hold for the use of the public, livery stables, boats, vehicles and automobiles.

To purchase, acquire, hold, sell and manufacture merchandise of all kinds and every description necessary for the purposes of its business and trade.

To purchase, acquire, lease, hold, exchange and sell any moveable and immoveable property or rights whatsoever which the company may need for the purposes of its business.

To acquire, lease, hold the business and the goodwill of any other companies or persons.

To purchase the said moveable and immoveable property and rights and pay for same in cash, stock, bonds or debentures of the company.

And, without limiting the generality of the aforesaid powers, do all such acts and things as may be deemed necessary or useful to the purposes for which the company is incorporated, under the name of " La Compagnie du Chateau Saguenay, Limitée ", with a capital of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Chicoutimi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour du mois de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1024

Sous-secrétaire de la province.

AVIS est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 19 février 1912, constituant en corporation MM. Wilfrid Scott Weir, jr., de la cité de New-York dans l'état de New-York, un des états unis d'Amérique, gentilhomme, Jean-Baptiste Baillargeon, charretier, L. E. Geoffrion, commissaire du havre, Napoléon Adélaïde Millet, avocat, et A. Fournier, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufactures, acheter, vendre, importer, exporter et en général faire le commerce de glace naturelle et manufacturée sous lettres patentes, soit à l'étranger ou pour usage domestique et manufacturée en vertu des dites lettres patentes, en autant qu'il sera requis par la compagnie; manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et en général faire le commerce de machines, outils et inventions de toute sorte et description pour couper ou manufacturer la glace; acheter des produits chimiques pour manufacturer la glace artificielle; ériger, construire, acheter, louer ou acquérir des terrains convenables et matériaux pour la manufacture et emmagasinage de la glace; s'engager à faire les affaires de glace naturelle et manufacturée, en gros et en détail, aux agents et consommateurs;

Acheter, louer, posséder, tenir et vendre des immeubles améliorés ou non améliorés les arpenter, subdiviser et améliorer pour les usages de vente ou autrement; y construire, ériger et mettre en opération des maisons, bâtisses, matériaux pour éclairage et pouvoir, machines et appareils; fournir le pouvoir d'eau et l'électricité pour les fins de pouvoir et d'éclairage, dans la cité de Montréal;

Demander, acquérir, acheter, vendre, céder, louer les lettres patentes de la puissance du Canada ou de tout autre pays étranger et tous ou aucun des droits, territoriaux ou autrement, y ayant rapport, ou en disposer autrement; demander, acquérir, posséder, vendre, céder, louer les droits de patentes, licences, privilèges, inventions, marques de commerce, noms de commerce et demandes pendantes en conséquence, ou en disposer autrement, en rapport ou utiles à toutes affaires de la corporation; employer, manufacturer ou octroyer des licences en vertu de toutes lettres patentes appartenant ou contrôlées par la compagnie et dépenser de l'argent pour expérimenter et éprouver la validité ou valeur de toutes patentes que la compagnie peut acquérir ou se propose d'acquérir;

Acheter, vendre, négocier, échanger et faire le commerce d'actions et stocks, ou agir comme agent, facteur ou courtier pour aucune ou toutes les fins incorporées;

Acheter ou acquérir autrement le capital-actions, actions, debentures, inscriptions, obligations ou autres preuves de dettes de toute autre corporation, publique ou privée, et émettre en échange ses propres stock, actions, obligations, debentures, inscriptions ou autres preuves de dettes en paiement d'iceux, et durant la possession d'iceux exercer tous les droits de propriétaire, y compris le droit de vote sur les dits stock ou actions;

Faire aucun et tous les actes légaux tendant à augmenter ou enlever la valeur de la propriété de la compagnie;

Manufacturer, exporter, importer, acheter, vendre et en général faire le commerce d'articles, objets, marchandises et propriété de toute sorte et description pour les fins de la compagnie;

Acquérir par achat ou autrement les biens, meubles ou immeubles, et la clientèle, droits et actifs de toute sorte, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, de toute personne, société ou

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Chicoutimi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1028

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th February, 1912, incorporating Messrs. Winfield Scott Weir, jr., of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, gentleman, Jean Baptiste Baillargeon, carrier, L. E. Geoffrion, harbour commissioner, Napoléon Adélaïde Millet, advocate, and A. Fournier, stenographer, all of the city of Montreal for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in natural and manufactured ice under letters patent both foreign and domestic and manufactured under such letters patent as may be required by the company;

To manufacture, buy, sell, import, export and generally deal in machinery, tools, and devices of every character and description for cutting or manufacture of ice; to purchase chemicals for the manufacture of artificial ice; to erect, build, purchase, lease or otherwise acquire suitable land and plants for the manufacture and storage of ice and to engage in the business of wholesaling and retailing ice both natural and manufactured to middlemen and consumers

To purchase, lease, own, hold and sell both improved or unimproved real estate; to survey, subdivide, and improve the same for purpose of sale or otherwise; and to construct, erect and operate thereon houses, building, light and power plants, machinery and appliances; to furnish water power and electricity for power and lighting purposes, in the City of Montreal;

To apply for, acquire, buy, sell, assign, lease or otherwise dispose of letters patent of the Dominion of Canada or any other foreign country and all or any rights, territorial or otherwise, thereunder; to apply for, acquire, hold, sell, assign, lease, or otherwise dispose of patent rights, licenses, privileges, inventions, trade marks, trade names and pending applications therefor, relating to or useful in connection with any business of the corporation; to use, manufacture or grant licenses under any letters patent owned or controlled by the company and to expend money in experimenting upon and testing the validity or value of any patents the company may acquire or proposes to acquire;

To buy, sell, negotiate, exchange and deal in and with shares and stocks, or to act as agent, factor or broker for any or either of the corporate purposes;

To purchase or otherwise require to capital stock, shares, debentures, scrip, bonds, or other evidences of indebtedness of any other corporation, public or private, and to issue in exchange its own stock, shares, bonds, debentures, scrip or other evidences of indebtedness in payment thereof, and while the owner thereof to exercise all the rights or ownerships, including the right to vote upon such stock or share;

To do any and all lawful acts tending to increase or enhance the value of the property of the Company;

To manufacture, export, imports, buy, sell, and generally deal in goods, wares, merchandises and property of every class and description for the purposes of the company;

To acquire by purchase or otherwise property, real or personal, and the good will, rights and assets of all kinds, under such terms and conditions as may be deemed advisable of any person, firm or

corporation, et de les payer en argent, stock, obligations ou autres garanties de la corporation ;

Rémunérer toute personne ou corporation pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions de la corporation ou toutes débetures ou autres garanties de la corporation, ou dans ou pour la formation ou l'avancement de la dite corporation et dans la conduite de ses affaires ;

Conduire ses affaires dans toutes ses branches, et avoir un ou plusieurs bureaux d'affaires, et sans restriction pour contracter, acheter, vendre, louer et transporter tels meubles et immeubles qui pourront, de temps en temps, être jugés nécessaires et utiles pour les fins des affaires de la compagnie ;

Les objets ci-dessus mentionnés seront, accepté qu'il est énoncé autrement, en aucune manière limités ou restreints par rapport aux ou déduction des termes de toute autre clause ou paragraphe dans cette charte, mais que les objets, projets et pouvoirs spécifiés dans chacune des clauses desdits objets seront considérés comme projets, pouvoirs et objets indépendants, sous le nom de "The Centerfreeze Sanitary Ice Company, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (\$500,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de 7 1/2 % de stock privilégié d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, trois mille (3000) actions de stock ordinaire de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce dix-neuvième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,

907

Sous-secrétaire de la province.

Avis, est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17 Février 1912, constituant en corporation MM. Edgar Richard, boucher, H. Poirier, bourgeois, Napoléon Depatie, plâtrier entrepreneur, Alfred Gravel, bourgeois, Emery Lespérance, entrepreneur plombier, Philippe Lefebvre, comptable, Alphonse Segouin, entrepreneur peintre, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Se réunir, soit dans un but récréatif, soit dans un but de discussion des affaires sociales, et surtout celles concernant les intérêts du club et de ses membres, sous le nom de "Le Club des hommes d'affaires de la partie nord de la ville de Montréal, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,

891

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de février 1912, constituant en corporation MM. Jean Bourignon, rentier, Joseph Ed. Renaud, comptable, Gustave Bertrand, commis, Olivier Gélina, musicien, et Léon Leboeuf, machiniste, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutiques de barbier, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabac ;

Acquérir par achat comme une affaire en opération le fonds de commerce, de restaurant actuellement exploité en la cité de Montréal, par M. George Gauvreau, avec ses installations, fournitures, stock

corporation, and to pay for the same in cash, stock, bonds or other securities of the corporation ;

To remunerate any person or corporation for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing to place any of the shares of the corporation or any debentures or other securities of the corporation, or in or about the formation or promotion of said corporation and in the conduct of its business ;

To conduct its business in all its branches, and to have one or more business offices, and without restriction to contract, buy, sell, lease and convey such real and personal property as shall from time to time be found necessary and convenient for the purposes of the company's business ;

The objects above set out shall, except where otherwise expressed be nowise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other clause or paragraph in this charter, but that the objects, purposes and powers specified in each of the clauses of said objects shall be regarded as independent purposes, powers and objects ; under the name of "The Centerfreeze Sanitary Ice Company, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into two thousand (2000) shares of 7 1/2 % preferred stock of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each, three thousand (3000) shares of common stock of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

908

Assistant Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th of February, 1912, incorporating Messrs. Edgar Richard, butcher, H. Poirier, bourgeois, Napoléon Depatie, plasterer contractor, Alfred Gravel, bourgeois, Emery Lespérance, contracting plumber, Philippe Lefebvre, accountant, Alphonse Segouin, contracting painter, all of Montreal, for the following purposes :

To meet or assemble both for the purpose of recreation and for discussing social affairs, and especially those concerning the interest of the club and its members, under the name of "Le Club des hommes d'affaires de la partie nord de la ville de Montréal, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

892

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1912, incorporating MM. Jean Bourignon, rentier, Joseph Ed. Renaud, accountant, Gustave Bertrand, clerk, Olivier Gélina, musician, and Léon Leboeuf, machinist, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To carry on generally and in all its branches the business of hotel and restaurant keepers, and any other business that may be conducted in connection or incidental therewith, such as shoe shining chairs, barber's shops, billiard and pool rooms, news paper and magazine depots and tobacco and cigar stands ;

To acquire, by purchase as a going concern the restaurant business presently carried on in the city of Montreal by Mr. George Gauvreau, with the equipment, furnishings, stock in trade, licence,

de commerce, licence, clientèle et tous les autres droits, privilèges, biens meubles en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ou autrement ;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie.

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie ;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux ;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débiteures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises sous le nom de "Compagnie Restaurant National", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,

899

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 17^e jour de février 1912, constituant en corporation M^{rs}. Pierre Boucher de Grosbois, comptable, Louis Ernest Gagnon, commis, Maurice Désilets, courrier, Samuel T. Grenier, commis, tous quatre de la cité de Montréal, district de Montréal, J. Alfred Désy avocat, de la cité de Trois-Rivières, Edouard Rivard Dufresne, notaire, de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, Louis T. Boucher de Grosbois, comptable, de la cité de Montréal, district de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires d'immeubles dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat, échange, bail ou en aucune autre manière, et posséder, cultiver, arpenter, subdiviser en lots avec rues, ruelles et carrés, les développer, améliorer, louer, échanger, vendre ou en disposer autrement, ou faire le commerce de propriétés immobilières et terrains, sous culture ou non, et tous les intérêts y ayant rapport ;

Construire, ériger, bâtir, et maintenir ou faire construire, ériger, bâtir et maintenir dans et sur les dits terrains des aqueducs, plans électriques, pourvu que tels aqueducs et plans électriques soient faits, construits, érigés, bâtis et maintenus avec l'assentiment et conformément aux règlements du conseil de la municipalité où ils seront ainsi faits, construits et exploités ; ainsi que des drainages, égouts, chemins, quais, ponts et autres moyens de communication, maisons, moulins, fabriques, manufactures et tous autres travaux, améliorations ou bâtisses qui peuvent être jugés

goodwill and all the other rights, privileges, and moveable property generally, and pay for same in cash, bonds or paid up stock of the company, or otherwise ;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, any restaurant or hotel business, and carry on such business with or without the lands and buildings used or destined for its operation, and pay for same in cash, bonds or paid up stock of the company ;

To purchase or otherwise acquire, or hold by lease or other title immovable property that may be deemed necessary to the objects for which the company is incorporated, and pay for such acquisitions and possessions in cash, bonds or paid up stock of the company ;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of all or any of its moveable and immovable property hypothecate its immovables, pledge its moveables, and borrow money on the security of same ;

To construct maintain and operate on any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and other buildings that may be judged necessary for the operation of the aforesaid undertakings ;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer stock, debentures, and any other securities of any other company or corporation engaged in the business that this company is authorized to carry on or carrying on any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To do and execute all the other acts and objects that may be useful or appear advantageous to the operation of the aforesaid undertakings, under the name of "Compagnie Restaurant National," with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

900

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 17th of February, 1912, incorporating Messrs. Pierre Boucher de Grosbois, accountant, Louis Ernest Gagnon, clerk, Maurice Désilets, broker, Samuel T. Grenier, clerk, all four of the city of Montreal, district of Montreal, J. Alfred Désy, advocate, of the city of Three Rivers, Edouard Rivard Dufresne, notary, of the town of Outremont, in the district of Montreal, Louis T. Boucher de Grosbois, accountant, of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes :

To carry on the real estate business in all its branches ;

To acquire by purchase, exchange, lease or in any other manner and hold, cultivate, survey, subdivide into lots, with streets, lanes and squares, develop, improve, lease, exchange, sell or otherwise dispose of same or deal in immovable property and lands, under cultivation or not, and any interests in connection therewith ;

To construct, erect, build and maintain or have constructed, erected, built and maintained in and on the said lands waterworks, electrical plans, provided that such waterworks and electrical plans be made, constructed, erected, built and maintained with the assent and in conformity with the by laws of the council of the municipality where they shall thus be made, constructed and exploited, and also sewers, drains, roads, wharves, bridges and other means of communication, houses, mills, factories and any other works, improvements or buildings that may be deemed necessary or useful, and lease.

nécessaires ou utiles, et les louer, échanger, vendre ou en disposer autrement ou faire le commerce d'iceux ou d'aucun d'eux, ensemble avec les terrains sur lesquels ils existent ;

Avancer des argents au moyen de prêts aux acquéreurs, détenteurs, locataires ou possesseurs d'aucune partie des propriétés de la compagnie, pour aider à l'érection des bâtisses ou pour faire des améliorations sur icelles ;

Prendre et posséder comme garantie du remboursement d'aucun prêt faits par la compagnie et pour le paiement du prix ou considération de tout contrat, fait avec la compagnie, des hypothèques ou garanties d'aucune nature quelconque ;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transférer des actions, débetures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie ;

Repartir et émettre comme acquittées, toutes actions du capital-actions de la compagnie en paiement de toute franchise, entreprise, propriété, (meubles et immeubles), stock, débetures, garanties, biens, droits, privilèges, patentes, licences ou contrat que la compagnie peut acquérir ou faire, ou en acquittement d'aucune dette ou obligation qu'elle peut devoir ;

Assumer et payer tous les liens, hypothèques et autres charges qui pourraient exister sur des immeubles que la compagnie achètera, faire les opérations d'agents et de courtiers de toute espèce d'assurance ;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être en rapport et paraître utiles à l'acquisition des fins et objets de l'incorporation de la compagnie, sous le nom de "La Compagnie Immobilière du Cap de la Magdeleine, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Cap de la Madeleine, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,

887

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22 février 1912, constituant en corporation M.M. Napoléon Normand, comptable, Joseph-Omer Royer, médecin, Octave Gingras, voyageur de commerce, Alphonse Gingras, cultivateur, W. Stanislas Brochu, voyageur de commerce, Onésime Royer, marchand, Alfred Gagnon, plombier, tous de Laurierville, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, posséder, des maisons, bâtisses, immeubles, de toute sorte, les échanger, les hypothéquer, les louer, à bail ou autrement ;

Manufacturer, des chemises, "overalls" salopettes, hardes faites, casquettes, des gants, mitaines et chaussures ;

Fabriquer, produire, acheter, vendre et distribuer l'électricité ou toute autre force motrice pour fins industrielles ou toutes fins quelconques, dans le district d'Arthabaska, sous le nom de "La Compagnie Industrielle de Laurierville, Limitée" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20 000) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Laurierville, district d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-deuxième jour de février mil neuf cent douze.

C. J. SIMARD,

905

Sous-secrétaire de la province.

exchange, sell or otherwise dispose of or deal in same or any of same together with the lands on which they are situate ;

To advance money by way of loans to the purchasers, holders, lessees or owners of any part of the property of the company, to aid in the erection of the buildings or to make improvements there on ;

To take and hold as security for the repayment of any loan made by the company, and for the payment of the price or consideration of any contract made with the company, hypothecs or securities of any nature whatsoever ;

To purchase, acquire, hold, sell, assign and transfer stock, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business this company is authorized to carry on or carrying on any business capable of being conducted for the benefit of this company ;

To allot and issue as paid up, any shares of the capital stock of the company in payment for any franchise, undertaking, property (moveable and immoveable) stock, debentures, securities, goods, rights, privileges, patents, licenses or contracts that the company may acquire or make or in settlement of any debt or obligation the company may owe ;

To assume and pay all the liens, hypothecs and other charges that may exist on immoveable property the company shall purchase ; to act as agents and brokers for any kind of insurance ;

To do and execute all such other acts and objects as may relate to or appear to be useful for the attainment of the purposes and objects of the incorporation of the company, under the name of "La Compagnie Immobilière du Cap de la Magdeleine, Limitée", with a total capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be at Cap de la Magdeleine, in the district of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1912

C. J. SIMARD,

888

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Québec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the 22nd day of February, 1912, incorporating Messrs. Napoleon Normand, accountant, Joseph Omer Royer, physician, Octave Gingras, commercial traveller, Alphonse Gingras, farmer, W. Stanislas Brochu, commercial traveller, Onésime Royer, merchant, Alfred Gagnon, plumber, all of Laurierville, for the following purposes :

To purchase, sell, hold houses, buildings, immoveable property of all kinds, exchange, hypothecate, let same, on lease or otherwise ;

To manufacture shirts, overalls, wearing apparel, caps, gloves, mitts and footwear ;

To manufacture, produce purchase, sell and distribute electricity or any other motive power for industrial or any other purposes whatsoever, in the district of Arthabaska, under the name of "La Compagnie Industrielle de Laurierville, limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business will be at Laurierville, district of Arthabaska.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twenty second day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

906

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de février 1912, constituant en corporation MM. Joseph Edouard Sénécal, manufacturier, de Sainte-Thérèse, Joseph Eugène Beauchemin, voyageur de commerce, de Saint-Rémi, Donat Langevin, courtier, de Montréal, Arthur Isaïe Vallières, marchand, Montréal, Joseph Ernest Desjardins, notaire, de Sainte-Thérèse, et Georges Quidoz, manufacturier, de Sainte-Thérèse, dans les buts suivants :

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement, des terrains ou intérêts en iceux, avec toutes bâtisses ou constructions situées sur les dits terrains; vendre, louer, échanger et hypothéquer tous les terrains ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant situées sur iceux ou qui peuvent y être érigées à l'avenir, et prendre toutes garanties qui peuvent être nécessaires ;

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux et de construction ;

Prendre ou posséder des hypothèques pour toutes balances non payées du prix d'achat de toutes telles bâtisses ou constructions ainsi vendues, et vendre et transporter les dites hypothèques ou en disposer autrement ;

Développer et diviser en lots des terres et installer et maintenir tous chemins, voies, parcs, places publiques, terrains de jeu, ronds à patiner, etc. ;

Payer pour toutes propriétés de toutes sortes et descriptions ou pour tous services rendus à la compagnie en obligations ou stock de la compagnie ou en argent ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie ;

Faire des arrangements pour le partage des profits, coopérations, concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire et qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et obtenir de toutes telles autorités tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire exercer ou remplir avec icelle tous tels arrangements les droits, privilèges et concessions.

Emprunter de l'argent, faire des règlements pour limiter ou accroître le pouvoir d'emprunt de la compagnie, pour l'autoriser à émettre des bons, débetures et autres sécurités de la compagnie pour toutes sommes pourvu qu'elles ne soient pas moindres de cent piastres (\$100.00) chaque, et de vendre, transférer et transporter ces bons, débetures ou autres sécurités pour tel prix qu'il sera jugé à propos dans les meilleurs intérêts de la compagnie ; d'engager les biens meubles et d'hypothéquer les immeubles de la compagnie pour garantir tous tels emprunts "bonds", débetures ou sécurités ainsi émis par la compagnie ;

Faire toutes transactions ou affaires qui peuvent, directement ou indirectement, être utiles aux affaires de la compagnie, sous le nom de "The Montreal Investment & Realty Company, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1911, incorporating Messrs. Joseph Edouard Sénécal, manufacturer, of Sainte Thérèse, Joseph Eugène Beauchemin, commercial traveller, of Saint Rémi, Donat Langelier, broker, of Montreal, Arthur Isaïe Vallières, merchant, Montreal, Joseph Ernest Desjardins, notary, of Sainte Thérèse, and Georges Quidoz, manufacturer, of Sainte Thérèse, for the following purposes :

To purchase, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein, with any buildings or structures situate on the said lands; to sell, lease, exchange and hypothecate all such lands or any part thereof, or otherwise dispose of them or any of the buildings or structures now situate on same or that may be erected thereon in future, and take any securities that may be necessary ;

To erect buildings and deal in construction materials ;

To take or hold hypothecs for any unpaid balances of the purchase price of any such buildings or structures thus sold, and sell, transfer or otherwise dispose of the said hypothecs ;

To develop lands and divide same into lots and install and maintain any roads, ways, parks, public places, play grounds, skating rinks, etc. ;

To pay for property of every kind and description or for any services rendered to the company, with debentures or stock of the company, or in cash ;

To amalgamate with any other companies having objects in whole or in part similar to those of this company, or that may be conducted advantageously in connection with the present company ;

To enter into arrangements for the sharing of profits, cooperation, reciprocal concession or otherwise with any persons or companies carrying on or engaged in any business or transactions that this company is authorized to carry on and that may be conducted directly or indirectly for the benefit of this company ; to take or otherwise acquire and hold share in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or carrying any business capable of being conducted directly or indirectly for the benefit of this company ;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects, and to obtain from any such authority any rights, privileges or concessions which the company may think it desirable to obtain, and to exercise or comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To borrow money and make by-laws to limit or increase the borrowing power of the company, to authorize it to issue bonds, debentures and other securities of the company for any amounts, provided that such be for not less one hundred dollars (\$100.00) each, and to sell, transfer and convey the said bonds, debentures or other securities for such price as may be deemed advisable in the best interests of the company ; to pledge the moveable and hypothecate the immoveable property of the company to guarantee any such loans, bonds, debentures or other securities thus issued by the company ;

To do any transaction or act that may directly or indirectly be useful to the business of the company, under the name of "The Montreal Investment & Realty Company, Limited", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1912

C. J. SIMARD,

953

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22e jour de février 1912, constituant en coporation MM. Albert A. Ayer, des cité et district de Montréal, exportateur de beurre et de fromage, Fred. A. Ayer, de Frelighsburg, Qué., Edwin F. Currie, régistrateur, Francis D. Walsh et William H. Williamson, gérants de compagnies manufacturières, tous des ville et district de Bedford, dite province, dans les buts suivants :

Acheter et prendre les terrains, matériel d'éclairage électrique, machines, lignes de poteaux avec fils et tous les appareils et droits y appartenant, ensemble avec les droits d'écluses, de moulins et pouvoirs d'eau dans la ville de Bedford ;

Acquérir la franchise octroyée par la ville de Bedford, dans le but de fournir l'éclairage et pouvoir à la ville de Bedford et dans le district environnant ;

Etendre ses opérations à d'autres villages, villes et endroits dans les comtés de Missisquoi, Brome et Shefford, pour construire et ériger des écluses et réservoirs d'eau, et acquérir les terrains nécessaires et droits en conséquence ;

Eriger et construire sur aucun terrain appartenant à la compagnie ou loué par elle ou dans lequel la compagnie est intéressée en aucune manière, des bâtisses pour toutes fins, et installer et mettre en opération, des moulins, matériel, machines et outillage de toute sorte, nécessaires et utiles, la mise en opération des affaires de la compagnie ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie capable d'être conduites convenablement en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement à augmenter la valeur des biens et droits de la compagnie ;

Acheter, prendre à bail, autoriser ou échanger, ou autrement acquérir toutes affaires existantes comme une affaire en opération, ou toute propriété, meubles ou immeubles, ainsi que tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou utiles en rapport à aucun des susdits objets, ou capables d'être conduits avec profit en rapport avec aucun des biens et droits de la compagnie pour le temps présent ;

Payer pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, soit en argent ou en actions acquittées ou par toutes garanties que la compagnie a le pouvoir d'émettre, ou partie dans une manière et partie dans une autre ou autres, et en général aux termes et conditions que la compagnie peut déterminer ;

Vendre, louer toute l'entreprise, propriété et biens de la compagnie ou toute partie d'iceux en aucun temps ou de temps à autre, en faire le commerce ou en disposer autrement, aux termes et conditions que la compagnie peut juger à propos et pour telle considération que la compagnie peut juger utile, et en particulier pour actions acquittées, débiteures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer parmi les actionnaires en espèces au moyen de dividendes ou primes toute propriété de la compagnie ou tous produits de la vente et disposition de toute propriété de la compagnie ;

Faire toutes les susdites affaires, opérations et choses soit comme patron ou agents ou par ou l'entremise des agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec une autre personne ou autres ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, sous le nom de "The Bedford Light Company, Limited", avec un capital total de quarante mille

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

954

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1912, incorporating Messrs. Albert A. Ayer, of the city and district of Montreal, butter and cheese exporter, Fred. A. Ayer, of Frelighsburg, Que., Edwin F. Currie, registrar, Francis D. Walsh and William H. Williamson, managers of manufacturing companies, all of the town and district of Bedford, said province, for the following purposes :

To purchase and take over lands, electric light plant, machinery, pole lines with wiring and all apparatus and rights pertaining thereto, together with rights in mill dams and water powers in the town of Bedford ;

To acquire the franchise granted by the town of Bedford, for the purpose of furnishing lights and power to the town of Bedford and surrounding district ;

To extend its operations to other villages, towns and places, in Missisquoi, Brome and Shefford counties, to build and erect dams and water reservoirs, and to acquire the necessary lands and rights therefor ;

To erect and construct upon any land owned by or leased by the company or in which the company is in any way interested, buildings for any purpose, and to instal and operate mills, plant, machinery and equipment of every kind, necessary and suitable for the due carrying on of the company's business ;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, or calculated directly or indirectly to enhance the value of the company's property and rights ;

To purchase, take on lease, license or exchange, or otherwise acquire any existing business as a going concern, or any property, moveable or immoveable, real or personal, as well as any rights and privileges which the company may think necessary or convenient with reference to any of these, or capable of being profitably dealt with in connection with any of the company's property and rights for the time being ;

To pay for any property or rights acquired by the company, either in cash or in fully paid up shares or by any securities which the company has power to issue, or partly in one mode and partly in another or others and generally on such terms and conditions as the company may determine ;

To deal with, sell, lease or otherwise dispose of the entire undertaking, property and assets of the company or any part thereof at any time or from time to time, upon such terms and conditions as the company may deem expedient and for such consideration as the company may think fit, and in particular for fully paid-up shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute among the shareholders in specie by way of dividends or bonus any property of the company or any proceeds of the sale and disposal of any property of the company ;

To carry on or do any businesses, acts and things aforesaid either as principal or agents or by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others ; and

To do such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them, under the name of " Bedford Light Company, Limited ", with a total capital stock of

piastres (\$40,000.00), divisé en quatre mille (4000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la ville de Bedford, dans le district de Bedford, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,
915 Sous secrétaire de la province.

Québec, 17 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par M. J. E. Marcell, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Félix Rieutord, en son vivant, notaire public, pratiquant à Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

C. J. SIMARD,
897 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour de février 1912, constituant en corporation MM. Joseph Mathias Dorion, agent, Joseph Evariste Valois, notaire, Joseph Dominique Lemay, agent, John R. Parris, banquier, Emeri Carrière, bourgeois, et Robert McIntyre, commerçant, tous de la ville Lachute, province de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire les affaires d'agence générale ou de courtage ;

S'unir ou se fusionner avec toute autre compagnie dont le but est en tout ou en partie semblable à celui de la présente compagnie, céder la propriété ou l'entreprise de la présente compagnie ou de toute autre partie d'icelle, pour la considération jugée bonne par elle et en particulier pour des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir toute autre entreprise semblable en totalité ou en partie à celle de la compagnie, ainsi que son matériel, sa clientèle, ses privilèges et biens de toutes sortes et de payer en deniers comptants, en actions ou obligations de la compagnie ou autrement ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter, émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissances et autres effets négociables ou transférables ;

Émettre et allouer comme actions acquittées des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de toute affaire, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, actions, obligations ou bons, ou autre propriété ou droit que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la présente charte ;

Exercer ou développer, améliorer, employer, engager, vendre, échanger, louer ou céder autrement les droits et biens de la compagnie, en tout ou en partie ;

Faire toutes autres choses se rattachant à tous ces objets ou fins ou propres à les faire atteindre ;

Prêter avec ou sans hypothèque, à toutes personnes ou corporations quelconques, et aux particuliers, les sommes d'argent qu'ils auront la faculté d'emprunter, remboursables soit à long terme, soit à court terme, avec ou sans amortissement ;

Emprunter de l'argent à tels taux d'intérêt qui pourront être convenu avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie ;

La compagnie pourra exercer l'un ou plus des

forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four thousand (4000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at the town of Bedford, in the district of Bedford, in the province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1912.

C. J. SIMARD,
916 Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 17th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by J. E. Marcell, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Félix Rieutord, in his lifetime notary public, practising at Montréal, in accordance with the provisions of the notarial code.

C. J. SIMARD,
898 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1912, incorporating Messrs. Joseph Mathias Dorion, agent; Joseph Evariste Valois, notary; Joseph Dominique Lemay, agent; John R. Parris, banker; Emeri Carrière, "bourgeois", and Robert McIntyre, trader, all of the town of Lachute, province of Quebec, for the following purposes :

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate any moveable or immoveable property ;

To carry on a general agency and brokerage business ;

To unite or amalgamate with any other company whose purpose is in whole or in part similar to that of this company, assign the property and undertaking of the company or any part thereof, for the consideration deemed fit, and in particular for the stock, bonds or other securities of any other company ;

To acquire any similar undertaking in whole or in part to that of the company and also its stock in trade, good-will, privileges and property of all kinds, and pay for same with cash, stock or bonds of the company or otherwise ;

To draw, make, endorse, discount, execute, issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable or transferable instruments ;

To issue and allot as paid up stock, shares of the company in full or part payment of any business, undertaking, property, right, power, privilege, stock, bonds, debentures or other property or right that the company may lawfully acquire in virtue of the powers conferred on it by the present charter ;

To exercise or develop, improve, employ, pledge, sell, exchange, lease or otherwise assign the rights and property of the company, in whole or in part ;

To do anything else in connection with any of the said objects or purposes, or proper for the attainment thereof ;

To loan with or without hypothec, to any persons or corporations whatsoever, and to individuals, the amounts of money they may have the power to borrow, repayable either on long or short terms, with or without extinction ;

To borrow money at such rate of interest as may be agreed on, with full power to guarantee such loans by any hypothecs, stock, bonds or other securities belonging to the company ;

The company may exercise one or more of the

pouvoirs ci-dessus énumérés sans égard aux autres, et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelqu'autre article, et en cas d'ambiguïté chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas à restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Lachute Land Co.", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Lachute, dans le district de Terrebonne.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1911.

C. J. SIMARD,

889

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20^e jour de février 1912, constituant en corporation MM. Louis Philippe Sirois, notaire, Etienne Cloutier, négociant, Joseph Sirois, notaire, tous deux de Québec, Clovis Fleury et Wilfrid Fleury, agriculteurs, de Beauport, dans les buts suivants :

Louer, acheter et acquérir en vertu de quelques titres que ce soient exploiter, posséder, disposer, transporter, aliéner à quelque titre que ce soit des propriétés, urbaines ou rurales ou construites, ou non construites, des lots de grèves, des propriétés forestières, ou lacustres, des limites à bois, des pouvoirs d'eau, des réserves d'une concession minière ou forestière, et tous biens meubles et droits réels ou personnels se rapportant à ceux et de construire des maisons et édifices de toutes sortes, emprunter sur les dites propriétés et maisons et consentir sur icelles, toutes hypothèques nécessaires pour garantir les dits emprunts, construire et exploiter tout aqueduc, posséder et acquérir par achat ou autrement des actions de tout autre compagnie similaire, sous le nom de "La Compagnie des terrains de Québec-Nord", dans le district de Québec, avec un capital total de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00) divisé en quinze cents (1500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Datée du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février, mil neuf cent douze.

C. J. SIMARD,

893

Sous-secrétaire de la Province.

Québec, 17 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Edouard Archambault, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Denis, dans le comté de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu A. M. Archambault, en son vivant, notaire public, pratiquant à St-Antoine, comté de Verchères, conformément aux dispositions du code du notariat

C. J. SIMARD,

895

Sous-secrétaire de la province.

4243-11

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 29 février 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Philippe de Néri, comté de Kamouraska, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Philippe de Néri, les Nos 124, 126 et 127 et de les annexer à celle de Saint-Pascal, même comté.

967

powers hereabove enumerated without regard to the others, and any of the above articles respecting same shall not be limited in its generally or interpreted in such manner as to be subordinated to any other article, and in case of ambiguity each article shall be interpreted in such manner as to extend and not restrict the powers of the company, under the name of "Lachute Land Company", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the town of Lachute, in the district of Terrebonne.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

890

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 20th day of February, 1912, incorporating Messrs. Louis Philippe Sirois, notary, Etienne Cloutier, trader, Joseph Sirois, notary, both of Quebec, Clovis Fleury and Wilfrid Fleury, agriculturists of Beauport, for the following purposes:

To lease, purchase and acquire under and any title whatsoever, to exploit, hold, dispose of transfer, alienate under any title whatsoever urban or rural property with or without any buildings there on, shore lots, forest or lake lands, timber limits, water powers, mining or forestry concession reserves, and any moveable property and real or personal rights in connection therewith, and to construct houses and buildings of all kinds; to borrow on the said property and houses and give any necessary hypothecs on same to secure the said loans; to construct and exploit any water works; to hold and acquire by purchase or otherwise shares in any similar company, under the name of "La Compagnie des terrains de Québec-Nord", in the district of Québec, with a total capital of one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00) divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 28th day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

894

Deputy Provincial Secretary.

Québec, 17th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, by Edouard Archambault, esquire, notary public, practising and residing at Saint-Denis, in the county of Saint-Hyacinthe, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late A. M. Archambault, in his lifetime notary public, practising at Saint Antoine, county of Verchères, in the accordance with the provisions of the Notarial Code.

C. J. SIMARD,

896

Deputy Provincial Secretary.

4233-11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 29th February, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that the application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Philippe de Néri, county of Kamouraska, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Philippe de Néri, the Nos. 124, 126 and 127, and to annex same to that of Saint-Pascal, same county.

968

(No 51-10)

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 février 1912

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q. de 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Agapit, comté de Lotbinière, tout le territoire compris dans les limites assignées à la municipalité du village de Saint-Agapitville par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil en date du 10 août 1911 ; de plus, les lots Nos 208 à 213, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de " Saint-Agapitville " dans le même comté.

885

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bill Privés*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, aigne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

(No. 51-10).

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 23rd February, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the S. R. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Agapit, county of Lotbinière, the whole of the territory comprised in the limits assigned to the municipality of the village of Saint Agapitville, by proclamation of the Lieutenant Governor in council, dated the 10th of August, 1911, and moreover, the lots Nos. 208 to 218 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Agapit, and to erect all the said territory into a separate school municipality, under the name of " Saint Agapitville ", in the same county.

886

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour considérer un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a bill of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3 Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, à l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52 Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges précieux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill,

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act" or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of a railway turnpike road, telegraph or telephone line, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall

devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

921

Greffier de l'Assemblée Législative.

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN, } ATTENDU que les commis-
Procureur-Général. } saires dûment nommés

be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. P. GEOFFRION,

922

Clerk of the Legislative Assembly.

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOVIN, } WHEREAS the duly ap-
Attorney General. } pointed commissioners for

pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain d'Ottawa, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, transmis au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Donat, dans la comté de Montcalm, dans le dit diocèse susdit, comme suit, savoir :

La paroisse de Saint-Donat, dans le comté de Montcalm, comprend

- 1° Le canton Lussier au complet ;
- 2° Les Nos de 1 à 31 inclus de chacun des rangs I, II, III, IV, V et VI du canton Archambault.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes co firmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Donat, ci dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Donat, décrite comme susdit, sera une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT - HUITIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent douze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1005

Sous-secrétaire de la province.

Demandes à la Legislature

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Ecoles pour la municipalité de Sainte-Clotilde, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir un acte les autorisant à contracter un emprunt, au moyen de polices d'assurances sur la vie au lieu de débetures ou obligations.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU

Procureurs des requérants.

Quebec, 22 février 1912.

857

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi érigeant les habitants du territoire de la paroisse canonique de Saint-Louis de Courville en municipalité distincte, pour les fins municipales pourvo-

the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic diocese of Ottawa, in Our province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes, transmitted to the Lieutenant Governor of Our said province of Quebec their certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Donat, in the county of Montcalm, in the said roman catholic diocese of Ottawa, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Donat, in the county of Montcalm, comprises :

1. The entire township Lussier ;
2. The Nos. from 1 to 31 inclusive of each of the ranges I, II, III, IV, V and VI of the township Archambault.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Donat aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Donat, to be a parish for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY EIGHT day of FEBRUARY, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1006

Deputy Provincial Secretary.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Sainte Clotilde, in the county of Hochelaga, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act authorizing them to contract a loan by means of life insurance policies instead of debentures or bonds.

PELLETIER, LETOURNEAU
& BEAULIEU,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 22nd February, 1912.

858

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act erecting the inhabitants of the canonical parish of Saint Louis de Courville into a separate municipality, for the municipal purposes providing for the

yant à l'élection des conseillers au scrutin secret, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants.
Québec, 12 janvier 1912. 947

Avis est par le présent donné que Cyrille Laurin, courtier, Charles Wilson, commerçant de bois, James Cooper, secrétaire, Joseph A. Laurin, courtier, J. Gardner Thompson, gérant, s'adresseront à la législature de la province de Québec durant la présente session pour obtenir une loi incorporant les requérants en une compagnie de chemin de fer sous le nom de "La Compagnie de Chemin de Fer d'Argenteuil", avec le pouvoir de construire, bâtir, mettre en opération et maintenir un chemin de fer devant être conduit par la vapeur, l'électricité en tout autre pouvoir, de la ligne de division entre les townships de Harrington et de Grenville, dans le comté d'Argenteuil, à partir d'un point sur l'un quelconque des lots 15-16 ou 17 dans le onzième rang du dit township de Grenville, et s'étendant au canal de Grenville, dans le premier rang de ce dernier township, et autoriser la dite compagnie à exercer tous les pouvoirs y ayant rapport, et pour autres fins.

BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
Procureurs des requérants.
Montréal, 7 février 1912. 633

ERRATA.

Page 434, 24 février, No 827-8, au lieu de M. Adolphe Stein, avocat, de Fraserville, district de Fraserville, il faut lire : M. Adolphe Stein, avocat, de Fraserville, district de Kamouraska. 1019

Par inadvertance, le nom de M. J. E. A. Dubuc a été mis au lieu de celui de M. Ag. Lepage, comme président de La Cie Electrique de la Baie des Ha! Ha! au bas du règlement No 1, décrétant le changement du siège principal des affaires de cette compagnie règlement publié dans la "Gazette Officielle" du 2 mars courant. 1021

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 118.

Dame Fanny Kindelston, de la ville de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Charles Kleiner, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 22 février 1912. 981

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6144.

Dame Elodia Lamarche, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, épouse d'Alcide Roy, briqueteur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Roy, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour.

ERNEST HEBERT,
Avocat de la demanderesse.
Joliette, 22 février 1912. 973

election of the councillors by secret ballot, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for petitioners.
Quebec, 12th January 1912. 948

Public notice is hereby given that Cyrille Laurin, broker, Charles Wilson, lumber merchant, James Cooper, secretary, Joseph A. Laurin, broker, J. Gardner Thompson, manager, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for an act incorporating the petitioners as a railway company, under the name "Argenteuil Railway Company", with the power to construct, build, operate and maintain a railroad to be operated by steam, electricity or other power, from the boundary line between the townships of Harrington and Grenville, in the county of Argenteuil, beginning at a point upon any of the following lots 15, 16 and 17 in the eleventh range of the said township of Grenville to the Canal of Grenville, in the first range of the last named township, and to authorize the said company to exercise all the power incident thereto, and for other purpose.

— BEIQUE, BEIQUE & BEIQUE,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 7th February 1912. 634

ERRATA

Page 434, 24th February, No. 827-8, instead of Mr. Adolphe Stein, advocate, of Fraserville, district of Fraserville, read : Mr. Adolphe Stein, advocate, of Fraserville, district of Kamouraska. 1020

By inadvertence, the name of Mr. J. E. A. Dubuc was put instead of that of Mr. Ag. Lepage, as president of La Cie Electrique de la Baie des Ha! Ha! at the foot of by-law No. 1, enacting the change of the chief place of business of the said company, published in the "Official Gazette" of the 2nd of March instant. 1022

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 118.

Dame Fanny Kindelston, of the town of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles Kleiner, of the same place, merchant.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 22nd February, 1912. 982

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6144.

Dame Elodia Lamarche, of the parish of Saint-Alexis, in the district of Joliette, wife of Alcide Roy, bricklayer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Alcide Roy, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

ERNEST HEBERT,
Attorney, for plaintiff.
Joliette, 22nd February, 1912. 974

Province de Québec.—District de Saint-François.
—No 941.—Dame Winnifred P. Coates, épouse de
Martin H. Olson, du canton de Marston, dit dis-
trict, commerçant de bois, autorisée à ester en
justice, a intenté, ce jour, une action en séparation
de biens contre son mari. Sherbrooke, le 28 février
1912. J. Nicol, procureur de la demanderesse.

1023

AVIS.

Le syndicat de Saint-Vital (incorporé), a son
bureau dans la localité où elle a le siège de ses
affaires, Lambton, dans le village de Saint-Vital
de Lambton, comté de Beauce.

J. L. BLANCHET,
Secrétaire.

Donné à Lambton, ce 1er mars 1912. 983

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 111.

Dame Obéline Dion, de la paroisse du Cap Saint-
Ignace, district de Montmagny, a, ce jour, instituée
une action en séparation de corps et de biens contre
son mari, Joseph Lemieux, cultivateur, ci-devant
du même lieu, et maintenant de la paroisse de
Saint-Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 12 février 1912. 979

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*
No 937.

Dame Fimina Jutras, de la cité de Sherbrooke,
district de Saint-François, épouse commune en
biens de Henri Cardinal, ouvrier, de la dite cité, a,
le vingt-sixième jour de février mil neuf cent douze,
institué une action en séparation de corps et de
biens contre son dit époux.

PANNETON & LEBLANC,
Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 29 février 1912. 977

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4050.

Dame Florence Mabel Love, de la cité de Montréal,
épouse commune en biens de George Frederick
Cowper, du même lieu, voyageur et agent,

Demanderesse ;

vs

Le dit George Frederick Cowper, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
dans ce te cause, le 29 février 1912.

PATTERSON & JENKINS,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 février 1912. 975

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1925.

Dame Eulalie Robert, épouse commune en biens
de Joseph Potvin, menuisier, tous deux des cités
et district de Montréal, et dûment autorisée à
ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Potvin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 15 février 1912.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 février 1912. 911

Québec, 28 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a
été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouver-
neur de la province de Québec, par J. A. Sigouin,
écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en
la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne,

Province of Quebec.—District of Saint Francis.
—No. 941.—Dame Winnifred P. Coates, wife of
Martin H. Olson, of the township of Marston,
said district, wood dealer, authorized "à ester en
justice", has, this day, instituted an action for
separation as to property against her husband.
Sherbrooke, 28th February, 1912. J. Nicol, attor-
ney for plaintiff.

1024

NOTICE.

The syndicate of Saint Vital (incorporated), has
its office in the locality where it has its place of
business, Lambton, in the village of Saint Vital de
Lambton, county of Beauce.

J. L. BLANCHET,
Secretary.

Given at Lambton, this 1st March, 1912. 984

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 111.

Dame Obéline Dion, of the parish of Cap Saint
Ignace, district of Montmagny, has, this day, insti-
tuted an action for separation as to property and bed
and board against her husband, Joseph Lemieux,
farmer, heretofore of the same place and now of
the parish of Saint Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney of plaintiff.

Montmagny, 12th February, 1912. 980

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 937.

Dame Fimina Jutras, of the city of Sherbrooke,
district of Saint Francis, wife "commune en biens"
of Henri Cardinal, carpenter, of the said place, has,
on the 26th day of February, one thousand nine
hundred and twelve, instituted an action for separa-
tion from bed and board and property against her
said husband.

PANNETON & LEBLANC,
Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 29th February, 1912. 978

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4050.

Dame Florence Mabel Love, of the city of Mon-
tréal, wife common as to property of George
Frederick Cowper, of the same place, traveller
and agent, Plaintiff ;

vs

The said George Frederick Cowper, Defendant.
An action in separation as to property was insti-
tuted in this cause, 29th February, 1912.

PATTERSON & JENKINS,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th February, 1912. 976

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1925.

Dame Eulalie Robert, wife common as to property
of Joseph Potvin, joiner, both of the city and
district of Montreal and duly authorized à ester
en justice, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Potvin, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted in this case, on the 15th of February,
1912.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th February, 1912. 912

Québec, 28th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been
presented to His Honor the Lieutenant Governor
of the province of Quebec, by J. A. Sigouin,
esquire, notary public, residing and practising in
the town of Saint Jerome, county of Terrebonne,

district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feus Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux et J. B. D. Villemure, en vertu des dispositions du code du notariat. 939

C. S. No 1794, Floride Bélanger a, ce jour institué une action en séparation de biens contre Joseph Pruneau. Québec, 22 février 1912. Drouin, Drouin & Drouin. 945

Province de Québec.

DISTRICT DE CHICOUTIMI.

Municipalité du village Saint-Dominique de Jonquières.

Avis est par les présentes donné, par le soussigné, J. Miville Lacroix, secrétaire du conseil de la municipalité du village Saint-Dominique de Jonquières, qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'ériger en municipalité de ville, le village Saint-Dominique de Jonquières :

Le nom de la municipalité projetée de ville, sera " La Ville de Jonquières " ;

Les limites de la municipalité couvriront une superficie d'environ dix huit cents acres (1809) et comprendront les lots numéros dix-neuf (19), vingt (20) vingt et un (21), vingt-cinq (25), vingt-six (26) et vingt-sept (27), de la division primitive du troisième rang du canton de Jonquières et les lots numéros quatorze (14), quinze (15), seize (16), dix-sept (17), dix-huit (18), vingt (20), vingt et un (21), vingt-deux (22), vingt-trois (23) et vingt-quatre (24), de la division primitive du quatrième rang du canton de Jonquières.

Le chiffre de la population tel que constaté par le recensement ordonné par le conseil, en date du vingt-troisième jour d'octobre mille neuf cent onze, est de trois mille trois cent soixante et cinq (3,365);

La municipalité du village Saint-Dominique de Jonquières sera érigée en ville, sous l'empire de la loi des cités et villes.

Donné à Saint-Dominique de Jonquières ce quatrième jour de janvier mil neuf cent douze.

J. MIVILLE LACROIX,

841.2 Secrétaire.

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } Cour Supérieure
No. 3715.

Joseph Aubin, commerçant, d'Hébertville,
Demandeur ;

vs

Dame Laure Alice Côté, épouse commune en biens du dit Joseph Aubin, et de ce dernier dûment autorisé aux fins des présentes,
Défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée contre la défenderesse.

ELZEAR LEVESQUE,

Procureur du demandeur.

Chicoutimi, 8 février 1912. 677.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 3966.

Dame Ellan Z. Coutroumanos alias Koutroumanos, de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse commune en biens de Christos Jervas, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Et le dit Christos Jervas, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

F.X. ROY,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 7 février 1912. 631

district of Terrebonne, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux and J. B. D. Villemure, in accordance with the provisions of the notarial code. 940

S. C. No. 1794, Floride Belanger, has, this day, instituted an action for separation as to property against Joseph Pruneau. Quebec, 22nd February, 1912. Drouin, Drouin & Drouin. 946

Province of Quebec.

DISTRICT OF CHICOUTIMI.

Municipality of the village Saint Dominique de Jonquières.

Notice is hereby given by the undersigned, J. Miville Lacroix, the secretary of the corporation of the village Saint Dominique de Jonquieres, that an application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, to erect into a town municipality the village of Saint Dominique de Jonquieres.

The name of the new municipality will be, to wit : " La Ville de Jonquières " ;

The limits of the territory of the new municipality will be about eighteen hundred acres in surface containing the following lots, to wit : lots number nineteen (19), twenty (20), twenty one (21), twenty five (25), twenty six (26) and twenty seven (27), of the primitive subdivision of the third (3rd) rang, for the township Jonquieres, and the lots numbers fourteen (14), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18), twenty (20), twenty one (21), twenty two (22), twenty three (23) and twenty four (24), of the primitive subdivision of the fourth range for the township Jonquieres.

The population, such as it was established by a statement ordered by the corporation, on the twenty third of October, 1911, was three thousand three hundred and sixty five.

The municipality of the village Saint Dominique de Jonquieres will be erected in a town municipality under the laws of the province of Quebec.

Given at Saint Dominique de Jonquieres, this fourth day of January, one thousand nine hundred twelve.

J. MIVILLE LACROIX,

842 Secrétaire.

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } Superior Court
No. 3715.

Joseph Aubin, merchant, of Hébertville,
Plaintiff ;

vs

Dame Laure Alice Côté, wife common as to property of the said Joseph Aubin, and duly authorized by him,
Defendant.

An action for separation as to property and from bed and board has been instituted against the defendant.

ELZEAR LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 8th February, 1912. 678

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 3966.

Dame Ellan Z. Coutroumanos alias Koutroumanos, of the city of Montréal, district of Montréal, wife common as to property of Christos Jervas, trader, of the same place, being duly authorized to "ester en justice,"
Plaintiff ;

vs

The said Christos Jervas, of the same place,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, against the defendant.

F.X. ROY,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 7th February, 1912. 632

Cour Supérieure.—Montréal.

No 2835.

Dame Rose Délina Ricard, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Francisco A. Tucci *alias* Frank Touchy, contre-maître, du même lieu, Demanderesse, judiciairement autorisée à ester en justice; vs le dit Francisco A. Tucci *alias* Frank Touchy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

E. D. TETREAU,

Avocat de la requérante

Montréal, 25 novembre 1911. 797-2

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dame Marie Jetté, de la paroisse de Saint-Paul, dans le district de Joliette, épouse de Jean-Baptiste Payette, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse;

vs

Le dit Jean-Baptiste Payette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

ERNEST HEBERT,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 13 février 1912. 765-3

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No 325.

Céline Forgues, de la ville de Grand'Mère, épouse commune en biens de L. Omer Jollivet, dûment autorisée,

Demanderesse;

vs

L. Omer Jollivet, de la ville de Grand'Mère, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette affaire le trente et unième jour de janvier 1912.

LUDGER CATELLIER,

Procureur de la demanderesse.

Trois-Rivières, 2 février 1912. 595-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1573.

Avis est par les présentes donné que Dame Wiltréz Lachance, de la ville de Verdun, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Lucien Germain, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 16 février 1912. 853

Province de Québec.
District de Rimouski.—*Cour Supérieure.*—No 4502.—Dame Marie Chouinard, épouse commune en biens de Léon Pelletier, de la paroisse de Sainte-Angèle de Méridi, ci-devant marchand, dûment autorisée à ester en justice, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 30 janvier 1912. 923

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3187.

Dame Marie Louise Ratelle, des cité et district de Montréal, épouse de J. Hormisdas Picard, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit J. Hormisdas Picard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, le 24e jour de février 1912.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 27 février 1912. 925

Superior Court.—Montreal.

No. 2835.

Dame Rose Délina Ricard, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Francisco A. Tucci *alias* Frank Touchy, foreman, of the same place, Plaintiff judicially authorized to ester in justice, vs the said Francisco A. Tucci *alias* Frank Touchy, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

E. D. TETREAU,

Attorney for petitioner.

Montreal, 25th November, 1911. 798

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*

Dame Marie Jetté, of the parish of Saint Paul, in the district of Joliette, wife of Jean-Baptiste Payette, farmer, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff;

vs

The said Jean-Baptiste Payette, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause.

ERNEST HEBERT,

Attorney for plaintiff.

Joliette, 13th February, 1912. 766

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 325.

Céline Forgues, of the town of Grand'Mère, wife common as to property of L. Omer Jollivet, duly authorized,

Plaintiff;

vs

L. Omer Jollivet, of the town of Grand'Mère, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the thirty first of January, 1912.

LUDGER CATELLIER,

Attorney for plaintiff.

Three Rivers, 2nd February, 1912. 596

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1573.

Notice is hereby given that Dame Wiltréz Lachance, of the town of Verdun, in the district of Montreal, wife common as to property of Lucien Germain, of the same place, contractor, duly authorized to ester in justice, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 16th February, 1912. 854

Province of Quebec
District of Rimouski.—*Superior Court.*—No. 4502.—Dame Marie Chouinard, wife common as to property of Leon Pelletier, heretofore merchant, of the parish of Sainte-Angèle de Méridi, duly authorized "à ester en justice", has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 30th January, 1912. 924

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3187.

Dame Marie Louise Ratelle, of the city and district of Montreal, wife of J. Hormisdas Picard, barber, of the city and district of Montreal, duly authorized to sue in law,

Plaintiff;

vs

The said J. Hormisdas Picard, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, the 24th day of February.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,

Attorneys for plaintiff.

Montréal, 27th February, 1911. 926

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Joliette. }
No 6134.

Dame Julie Lamarche, de la paroisse de Saint-Jacques de l'Achigan, dans le district de Joliette, épouse commune en biens de Joseph Richard, sellier, ci-devant de la paroisse de Saint-Esprit, dans le district de Joliette, et actuellement absent de cette province; la dite Dame Julie Lamarche, étant dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs
Le dit Joseph Richard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce pour contre le défendeur.

TELLIER & LADOUCEUR,
Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 6 février 1912. 611

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Joliette. }
No. 6134.

Dame Julie Lamarche, of the parish of Saint Jacques de l'Achigan, in the District of Joliette, wife common as to property of Joseph Richard, saddler, heretofore of the parish of Saint Esprit, in the said district of Joliette, and now absent from this province; the said Dame Julie Lamarche, being duly authorized to "ester en justice",
Plaintiff;

vs
The said Joseph Richard, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, against the Defendant.

TELLIER & LADOUCEUR,
Attorneys for plaintiff.
Joliette, 6th February, 1912. 612

Avis

No 1302.

Cour Supérieure.—Quebec.

La cité de Québec.

Requérante en expropriation;

vs
"The Quebec Land Co., Indemnitaire.
Aux intéressés :—

Avis vous est donné que, en conformité au statut 63 Victoria, chapitre 68, la cité de Québec a déposé au greffe de cette cour la somme de \$10,623.90, montant de la sentence arbitrale dans cette cause. Toute personne intéressée dans la distribution de ces deniers, et dont la réclamation n'est pas mentionnée au certificat du registraire, devra, dans les huit jours qui suivront la dernière publication du présent avis, produire une opposition afin de conserver, au greffe de la cour supérieure, à Québec,

AMD. ROBITAILLE,
P. C. S.

Belleau, Belleau & Belleau,
Procureurs indemnitaires.
Québec, 27 février 1912. 965

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que, le 24e jour de février 1912, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens de Gustave Fauteux, interdit, et administrera les biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être déposées devant moi, sous trente jours de cet avis

GEO. W. PACAUD,
Curateur.

80, rue Saint-François Xavier, Montréal, P. Q.
Montréal, 26 février 1912. 969

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }
No 188.

Dans l'affaire de J. G. Darling et Th. Sulpke, entrepreneurs, faisant affaires sous le nom de The J. G. Darling Coy., de Montréal.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera payable dans mon bureau, No 100, rue Bleury, Montréal, le ou après le 23 mars 1912.

ELLIOT KNOX,
Curateur.

100, rue Bleury, Montréal.
Montréal, 5 mars 1912. 1017

Notice

No. 1302.

Superior Court.—Quebec.

The city of Quebec,

Petitioner in expropriation;

vs
Quebec Land Co.. Party expropriated.

To the interested parties :—
Notice is hereby given that, in conformity with the statute 63 Victoria, chapter 68, the city of Quebec has deposited in the protonotary's office the sum of \$10,623.90, amount of the award of this case. All persons interested in the distribution of that money, and whose claim is not mentioned in the registrar's certificate, are ordered to produce their opposition "afin de conserver", in the protonotary's office, at Quebec, within eight days following the last publication of this notice.

AMD. ROBITAILLE,
P. S. C.

Belleau, Belleau & Belleau,
Attorneys for expropriated party.
Quebec, 27th February, 1912. 966

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that, on the 24th day of February, 1912, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of Gustave Fauteux, interdicted, and will administer the property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

GEO. W. PACAUD,
Curator.

80, Saint François Xavier street. Montreal, P. Q.
Montreal, 26th February, 1912. 970

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }
No. 188.

In the matter of J. G. Darling and Th. Sulpke, contractors, doing business under the style of The J. G. Darling Coy., of Montreal.

Notice is hereby given that I have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at my office, No. 100, Bleury street, Montreal, on or after the 23rd of March, 1912.

ELLIOT KNOX,
Curator.

100, Bleury street, Montreal.
Montreal, 5th March, 1912. 1008

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. J. Boyer, Montréal,

Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, et sera payable à notre bureau, le et après le 26 mars 1912.

Toute contestation à ce bordereau de dividende devra nous être produite avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,
P. L. S. TURGEON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, rue Saint-François Xavier,
Montréal. 1013

District de Québec.

In re J. N. Demers, Saint-Agapit, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 6 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 6 mars 1912. 1045

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de R. C. Anderson, marchand tailleur, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25e jour de mars 1912, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur,
50, rue Notre-Dame Ouest, Montréal.
Montréal, 9 mars 1912. 1041

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de H. A. Dépocas, marchand de fer, Montréal, Failli.

En vertu d'un jugement de cette cour, en date du 5 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens cédés par le dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans un délai de trente jours du présent avis.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal. 1033

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Oswald Mowatt, faisant affaires sous les noms de "Wire Goods Co. of Canada and Hill Warehousing Co., Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le 6e jour de mars 1912, par ordre de la cour, le soussigné a été nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être déposées devant moi sous trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

Bâtisse Fraser,
412, Bâtisse Coristine.
Montréal, 6 mars 1912. 1039

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of A. J. Boyer, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter and will be payable at our office, on or after the 26th of March, 1912.

Any contestation of said dividend sheet must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND
P. L. S. TURGEON,
Joint curators,

Office of Chartrand & Turgeon,
55, Saint François-Xavier street,
Montreal. 1014

District of Quebec.

In re J. N. Demers, Saint Agapit. Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 6th March, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 6th March, 1912. 1046

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of R. C. Anderson, merchant tailor, Insolvent.

A first and final dividendsheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 25th day of March, 1912, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the curator,
50, Notre Dame street West, Montreal.
Montreal, 9th March, 1912. 1042

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of H. A. Dépocas, hardware merchant, Montreal, Insolvent.

In virtue of a judgment of the court, dated the 5th March, 1912, I was appointed curator to the property assigned by the said insolvent.

All persons having claims against the said estate are requested to file them with me within a delay of thirty days from this notice.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal. 1034

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Oswald Mowatt, trading as Wire Goods Co. of Canada and Hill Warehousing Co., Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 6th March, 1912, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by him for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

Fraser Building.
412, Coristine Building.
Montreal, 6th March, 1912. 1040

District de Quebec.

Dans l'affaire de Joseph Trépanier, bijoutier, Québec, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 février 1912, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.
BEDARD & BELANGER,
 Curateurs conjoints.
 Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
 Québec, 2 mars 1912. 1047

District de Beauce.

In re Philippe Fortin, East Broughton, Insolvable.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 25 mars 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
J. P. E. GAGNON,
 Curateur.
 Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 6 mars 1912. 1043

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 110.
 Dans l'affaire de L'Imprimerie Commerciale Inc., Sherbrooke, Qué., En Liquidation.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 22e jour de mars 1912, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.
TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
 Liquidateurs-conjoints.
 Bureau de Bélanger & Bégin,
 Comptables et liquidateurs,
 155, rue Wellington.
 Sherbrooke, 6 mars 1912. 1037

En Liquidation

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
 No 841.
 Dans l'affaire de The Boston Asbestos Company, En liquidation.
 Conformément à l'article 7554 des Statuts Refondus de la province de Québec de 1909, les soussignés donnent avis :
 1. Que les biens immeubles de The Boston Asbestos Company, en liquidation, ont été vendus par les soussignés, le 15 février 1912, aux enchères publiques et adjugés à Joseph Dodier, de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell.
 2. Que une copie de l'acte de vente a été passé devant Mre H. O. Roy, notaire, à Québec, le 1er mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés ainsi que le certificat du registrateur concernant les dits immeubles.
 3. Que la dite compagnie en liquidation a possédé les dits immeubles pendant les trois dernières années.
 4. Que dans les 15 jours suivant la dernière insertion du présent avis, tout créancier de la dite compagnie et toute personne ayant des droits hypo-

District of Quebec.

In the matter of Joseph Trépanier, jeweller, Québec, Insolvent.
 In accordance with an order of the court, dated the 29th February, 1912, we have been appointed joint curators to this estate.
 All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.
BEDARD & BELANGER,
 Joint curators.
 Office : 101, Saint Peter street.
 Québec, 2nd March, 1912. 104

District of Beauce.

In re Philippe Fortin, East Broughton, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 25th March, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.
J. P. E. GAGNON,
 Curator.
 Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 6th March, 1912. 1054

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 110.
 In the matter of "L'Imprimerie Commerciale Inc.", Sherbrooke, Que., In liquidation.
 Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 22nd day of March, 1912, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.
TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
 Joint liquidators.
 Office of Bélanger & Bégin,
 Accountants and liquidators,
 155, Wellington street.
 Sherbrooke, 6th March, 1912. 1538

In Liquidation

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
 No. 841.
 In the matter of The Boston Asbestos Company, In liquidation.
 In conformity with article 7554 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned give notice :
 1. That the immoveable property of The Boston Asbestos Company, in liquidation, has been sold by the undersigned, on the 15th February, 1912, at public auction, and adjudged to Joseph Dodier, of the parish of Saint Adolphe de Dudswell.
 2. That a copy of the deed of sale, has been made before Mre H. O. Roy, notary, at Québec, on the 1st March, 1912, and has been deposited at the office of the undersigned with the registrar's certificate respecting the said immoveable property.
 3. That the said company in liquidation has owned the said immoveable property during the last three years.
 4. That during the 15 days following the last insertion of the present notice, any creditor of the said company, and any person having hypothecary

thécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus auront le droit de surenchérir de la manière indiquée aux articles 7555 et 7556 des Statuts Révisés de la province de Québec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Liquidateurs conjoints.

Québec, 1er mars 1912.

971

FLOOR PLANING AND SURFACING COMPANY, LIMITED.

Avis est par le présent donné que le 12^e jour de février 1912, les actionnaires de la Floor Planing and Surfacing Company, limited, à une assemblée dûment convoquée et tenue, et par une majorité de plus des deux-tiers du stock souscrit et réparti de la compagnie, ont approuvé une résolution des directeurs au même effet et passé une résolution que la compagnie soit liquidée volontairement et dissoute. Que plus tard, le 24^e jour de février 1912, à une assemblée ajournée des actionnaires de la dite Compagnie, Thomas Ellis Clendinnen, de la cité d'Ottawa, comptable, a été nommé liquidateur de la dite compagnie, et son domicile comme liquidateur susdit est au No 332, rue Notre-Dame ouest, dans la cité de Montréal.

En foi de quoi ces présentes ont été signées par les liquidateur et secrétaire de la dite compagnie, à Montréal, ce 24^e jour de février 1912.

T. E. CLENDINNEN,
Liquidateur.
J. E. HURTUBISE,
Secrétaire.

1003

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } CLOVIS LETTRE, Demandeur ; vs DESIRE BEAUDETTE, Défendeur.

La moitié nord-est de la moitié sud-ouest du lot de terre numéro seize, ancienne désignation, du premier rang du canton de Tingwick, connu et désigné au cadastre officiel du dit canton de Tingwick, sous le numéro soixante-un (61)—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le DIXIEME jour d'AVRIL prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 mars 1912. 1009
[Première publication, 9 mars 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } NAPOLEON GREGOIRE, Demandeur ; contre TELESOPHORE DESROCHERS, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause : (un emplacement dans le village de Plessisville—avec maisons et dépendances, moulin à farine et ses accessoires, ainsi que les dalles et écluses, etc., avec les réserves mentionnées à l'avis de vente en premier lieu publié, aussi la partie du No 57 A avec boutique de forge) qui devait avoir lieu à une heure de l'après-midi, le 4 juillet dernier, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Calixte de Somerset, aura lieu

or real rights upon the immoveable property sold have the right to offer a higher bid in the manner indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint liquidators.

Quebec, 1st March, 1912.

972

FLOOR PLANING AND SURFACING COMPANY, LIMITED.

Notice is hereby given that, on the 12th day of February, 1912, the shareholders of the Floor Planing and Surfacing Company, Limited, at a special meeting duly called and held, and by a majority of over two-thirds of the subscribed and allotted stock of the company approved a resolution of the directors to the same effect and passed a resolution that the company be wound-up voluntarily and dissolved. That afterward on the 24th day of February, 1912, at an adjourned meeting of the shareholders of the said company, Thomas Ellis Clendinnen, of the city of Ottawa, accountant, was appointed liquidator of the said company, and his domicile as liquidator aforesaid is at No. 332, Notre Dame street west, in the city of Montreal.

In testimony whereof these presents have been signed by the liquidator and secretary of the said company, at Montreal, this 24th day of February, 1912.

T. E. CLENDINNEN,
Liquidator.
J. E. HURTUBISE,
Secretary.

1004

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } CLOVIS LETTRE, Plaintiff ; vs DESIRE BEAUDETTE, Defendant.

The north east half of the south west half of the lot of land number sixteen, old designation, in the first range of the township of Tingwick, known and described in the official cadastre for said township of Tingwick, under number sixty one (61)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Medard of Warwick, on the TENTH day of APRIL next (1912), at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 6th March, 1912. 1010
[First published, 9th March, 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } NAPOLEON GREGOIRE, Plaintiff ; against TELESOPHORE DESROCHERS, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause : (an emplacement in the village of Plessisville—with houses and dependencies, grist mill and all accessories, canals and mill gates, &c., with the reserves made in the first notice of sale published, also part of No. 57 A and blacksmith shop) which were advertized to be sold at one o'clock p. m., on the fourth day of July last, at the parochial church door of Saint Calixte of Somerset, will now take place at the same hour and same church door, on the

au même endroit et à la même heure, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS courant (1912).

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 6 mars 1912. 1007
[Première publication, 9 mars 1912].

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } PHILIPPE TARDIF, De-
No 453. } mandeur ; contre ERNEST
DUPUIS, Défendeur.

Les lots numéros cinq cent cinquante-cinq, cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept A (555, 556, 557 A) du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain (1912), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph-Beauce, 4 mars, 1912, 993
[La première publication du 17 février est nulle].
[Première publication, 9 mars 1912].

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Chicoutimi, à savoir : } PITRE GAUDREAU ; vs
No 4261. } JOSEPH TREMBLAY,
de Saint-Henri de Taillon.

1° Un terrain situé en la paroisse de Saint-Henri de Taillon, de 45 pieds de largeur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins—avec fromagerie dessus construite, faisant partie de la demie-ouest du lot numéro 15, deuxième rang du canton Taillon ; borné en front au chemin public, en arrière et à l'est au terrain de Marcel Harvey, et à l'ouest par le terrain de Joseph Tremblay.

2° La moitié ouest du lot de terre numéro 15, du deuxième rang du même canton, de 50 acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, sauf à distraire les emplacements appartenant à la succession de feu David Jobin et Silvio Larouche, ces deux emplacements bornant au chemin de front.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 4 mars 1912. 1015
[Première publication, 9 mars 1912]

TWENTY FIFTH day of the present month of MARCH, 1912.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 6th March, 1912. 1008
[First published, 9th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } PHILIPPE TARDIF, Plain-
No. 453. } tiff ; against ERNEST DU-
PUIS, Defendant.

Lots numbers five hundred and fifty five, five hundred and fifty six, five hundred and fifty seven A (555, 556, 557 A), of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring—circumstances and dependancies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the NINTH day of APRIL next, 1912, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 4th March, 1912. 994
[First publication of the 17th February, 1912, is null.]
[First published, 9th March, 1912.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } PITRE GAUDREAU ; vs
No. 4261. } JOSEPH TREMBLAY,
of Saint Henri de Taillon.

1. A lot of land situate in the parish of Saint Henri de Taillon, of 45 feet in width by 150 feet in depth, more or less—with cheese factory thereon erected, forming part of the western half of lot number 15, second range of the township Taillon ; bounded in front by the public road, in the rear and on the east by the land of Marcel Harvey, and on the west by the land of Joseph Tremblay.

2. The western half of the lot of land number 15, of the second range of the same township, of 50 acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, save and except to be withdrawn the emplacements belonging to the estate of the late David Jobin and Sylvio Larouche, such two emplacements bounding on the front road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Taillon, on the NINTH day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 4th March, 1912. 1016
[First published, 9th March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, à savoir : } DAME LAURETTA LA-
No 1259. } LAJOIE, veuve de
Osiar Ouellet ; contre JOSEPH SIMARD, de
Sainte-Anne.

Tout ce lopin de terre de figure irrégulière et de superficie inconnue, faisant partie du lot numéro 49, du cadastre officiel du village de Sainte-Anne, pour le premier rang ouest du canton Tremblay, borné au nord-est par le chemin public actuel, au sud-ouest par la cime du cap, et du côté nord-ouest par le terrain de François Simard,—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 12 février 1912. 729
[Première publication, 17 février 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Québec, à savoir : } LA CIE D'ASSURANCES
No 3997. } MUTUELLE DES IN-
DUSTRIES ; contre ERNEST GAUDREAU,
de Sainte-Anne.

Un emplacement comprenant d'après la subdivision des lots numéros 66 et suivants du cadastre officiel pour le village de Sainte-Anne, les lots 72-4, 73-3, 74-2 et 75-1, du premier rang ouest du canton Tremblay, formant une superficie totale de 9,640 pieds,—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le DIX-HUITIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 12 février 1912. 727
[Première publication, 17 février 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Chicoutimi, to wit : } DAME LAURETTA LA-
No. 1259. } JOIE, widow of Osiar
Ouellet ; against JOSEPH SIMARD, of Sainte
Anne.

All that certain parcel of land of irregular outline and of unknown superficies forming part of lot number 49, on the official cadastre of the village of Sainte Anne, for the first western range of the township Tremblay ; bounded on the north-east by the present public road, on the south-west by the brow of the hill, and on the north-west side by the land of François Simard,—with building, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock, in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriffs' office, Sheriff.
Chicoutimi, 12th February, 1912. 730
[First published, 17th February, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Quebec, to wit : } LA CIE D'ASSURANCES
No 3997. } MUTUELLE DES IN-
DUSTRIES ; against ERNEST GAUDREAU,
of Sainte Anne :

An emplacement comprising according to the subdivision of lots numbers 66 and following of the official cadastre, for the village of Sainte Anne, the lots 72-4, 73-3, 74-2 and 75-1, of the first western range of the township Tremblay, forming a total area of 9,640 feet,—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne, on the EIGHTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock, in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriffs' office, Sheriff.
Chicoutimi, 17th February, 1912. 728
[First published, 17th February, 1912.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

FIERIFACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Gaspé.

Percé, à savoir : } LA BANQUE NATIONALE, corps politique et
No. 737. } incorporé, ayant son principal
bureau d'affaires en la cité de Québec, dans le district de Québec, et une succursale à Grande Rivière, en les comté et district de Gaspé, Demanderesse ; contre JOSEPH ALFRED CASS, de la municipalité de l'Anse du Cap, en les comté et district susdit.

L'immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé, dans le comté de Gaspé, sous le numéro deux cent trois (No 203) du premier rang (Est du Cap d'Espoir Anse au Beaufils),—avec maison, grange, et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph du Cap d'Espoir, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, 1912, à ONZE heures du matin.

JAS. T. TUZO,

Bureau du shérif, Shérif.
Percé, 9 février 1912. 679
[Première publication, 17 février 1912.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit : } THE BANK NATIONAL, a
No. 737. } body politic and incorporated,
having its principal place of business, in the city of Quebec, in the district of Quebec, and a branch at Grand River, in the county and district of Gaspé, Plaintiffs ; against JOSEPH ALFRED CASS, of the municipality of Cape Cove, in the county and district aforesaid, Defendant.

A property known and designated on the official plan and book of reference of the township of Percé, in the county of Gaspé, under number two hundred and three (No. 203) of the first range (East of Cap d'Espoir, Anse au Beaufils),—with a house, barn and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Joseph du Cap d'Espoir, on the TWENTY EIGHTTH day of MARCH next, 1912, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff office, Sheriff.
Percé, 9th February, 1912. 680
[First published, 17th February, 1912]

Sheriff's Sales—Gaspé

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs et que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FELIX DANSEREAU**,
No 2460. } négociant, de la cité
de Montréal, Demandeur, contre **ODILON DINELLE**, cultivateur, de l'Épiphanie dans le district de Joliette, maintenant dans cité et district de Montréal, Défendeur.

Un certain emplacement sis et situé dans le quartier d'Hochelaga, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Rachel, et faisant partie du lot numéro cent quarante-huit (148), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et plus spécialement connu comme étant la subdivision du lot numéro deux mille neuf cent soixante et un (2961)—avec droit de passage dans la ruelle en arrière, en commun, avec d'autres locataires et les bâtiments dessus érigés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 6 mars 1912. 1031
[Première publication, 9 mars 1912]

Ventes par le Shérif—Richelieu

MANDAT DU CURATEUR

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **JOHNNY HEBERT**, Deman-
No 5315. } deur, contre **ADELARD RONDEAU**, Défendeur, et Joseph DesRosiers, curateur.

1. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le rang des Sorels, étant la partie sud-est du lot numéro cinq cent onze (Pt. No. 511), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume, tenant au nord-ouest à Hormidas St-Laurent, au nord-est à Euclide Désaulniers et de tous autres côtés à la rivière David,—contenant environ quarante acres en superficie ;

2. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le rang des Sorels, étant le lot numéro cinq cent douze (No 512), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton,—contenant un acre en superficie ;

3. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le rang des Sorels, étant le lot numéro cinq cent vingt et un (No 521), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume, tenant au nord-ouest à Hilaire Bélanger, au sud-est à Joseph Ritchotte, au sud-ouest au chemin de front du dit rang des Sorels, et de l'autre côté à la rivière David,—avec les maisons, granges et autres bâtiments dessus érigés, ainsi qu'un moulin à farine, machines à carder et tous accessoires et le pouvoir d'eau à l'usage du dit moulin dans son état actuel ;

4. Un morceau de terre situé en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, dans le rang des Sorels, étant les lots numéros cinq cent seize, cinq cent dix-sept (Nos. 516 et 517), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume, tenant au nord-ouest à la ligne de division des paroisses de Saint-Guillaume et

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **FELIX DANSEREAU**,
No. 2460. } trader, of the city of Montreal, Plaintiff ; against **ODILON DINELLE**, farmer, of l'Épiphanie, in the district of Joliette, now of the city and district of Montreal, Defendant.

A certain emplacement being and situate in Hochelaga ward, in the city of Montreal, fronting on Rachel street, and forming part of lot number one hundred and forty eight (148), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and more particularly known as being the subdivision of lot number two thousand nine hundred and sixty one (2961) — with right of way in the lane in the rear, in common with other tenants, and buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 6th March, 1912. 1032
[First published, 9th March, 1912].

Sheriff's Sales—Richelieu

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **JOHNNY HEBERT**, Plaintiff ;
No. 5315. } against **ADELARD RONDEAU**, Defendant, and Joseph DesRosiers, curator.

1. A piece of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the des Sorels range, being the south-east part of lot number five hundred and eleven (Pt. No. 511), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume, bounded on the north-west by Hormidas St. Laurent, on the north-east by Euclide Désaulniers, and on all other sides by the river David,—containing about forty acres in superficies ;

2. A piece of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the des Sorels range, being the lot number five hundred and twelve (No. 512), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton,—containing one acre in superficies ;

3. A piece of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the des Sorels range, being the lot number five hundred and twenty-one (No. 521) of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume, bounded on the north-west by Hilaire Bélanger, on the south-east by Joseph Ritchotte, on the south-west by the front road of the said des Sorels range, and on the other side by the river David,—with the houses, barns and other buildings thereon erected and also a flour mill, carding machine and all accessories and the water power for the use of the said mill in its actual state ;

4. A piece of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the des Sorels range, being the lots numbers five hundred and sixteen, five hundred and seventeen (Nos. 516 and 517), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume, bounded on the north-west by the division line of the

de Saint-David, au sud-est à Joseph Paulhus et Hilaire Bélanger, au sud-ouest à la concession du Ruisseau des Chênes, et au nord-est à la rivière David et au chemin de front du rang des Sorels,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le VINGTIÈME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT.

Bureau du shérif. Shérif.
Sorel, 15 février 1912. 755
[Première publication, 17 février 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sorel, à savoir : } GASPARD DESERRERES, De-
No 1326. } mandeur ; contre JOSEPH
LEROY, Défendeur.

Un morceau de terre situé en le village Saint-Michel, comté d'Yamaska, côté est de la rivière Yamaska, sur la rue principale, étant les lots numéros cent six, cent sept et cent huit (Nos 106, 107 et 108) du cadastre officiel du dit village de Saint-Michel,—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. GUEVREMONT.

Bureau du shérif. Shérif.
Sorel, 13 février 1912. 757
[Première publication, 17 février 1912.]

Ventes par le Shérif—St-François

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Saint-François, à savoir : } E. HUDON, com-
No 388. } merçant, du village
de Chesterville, Demandeur ; contre EUGÈNE
GAGNON, de la ville de Trois-Rivières, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Une terre faisant partie du lot numéro un, du dixième rang du canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, contenant six arpents moins une perche de front sur la profondeur du lot, sans garantie de mesure précise ; borné d'un côté à Pierre Ramsay, et de l'autre côté à Alex. Dussault, connue et désignée sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du canton de Wolfestown, sous les numéros un B (1-B) et un C (1-C) du dixième rang du dit canton—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Lourdes de Ham-Nord, le DIXIÈME jour D'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY.

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 5 mars 1912. 1035
[La publication du 24 février 1912 est nulle.]
[Première publication, 9 mars 1912.]

parishes of Saint Guillaume and of Saint David, on the south-east by Joseph Paulhus and Hilaire Bélanger, on the south-west by the concession of Ruisseau des Chênes, and on the north-east by the river David and the front road of the des Sorels range,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the TWENTIETH day of the month of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT.

Sheriffs' office. Shérif.
Sorel, 15th February, 1912. 756
[First published, 17th February, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sorel, to wit : } GASPARD DESERRERES, Plain-
No. 1326. } tiff ; against JOSEPH LEROY,
Défendeur.

A piece of land situate in the village Saint Michel, county of Yamaska, east side of the Yamaska river, on the main street, being the lots numbers one hundred and six, one hundred and seven and one hundred and eight (Nos. 106, 107 and 108), of the official cadastre of the said village of Saint Michel,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel d'Yamaska, on the NINETEENTH day of the month of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT.

Sheriffs' office. Shérif.
Sorel, 13th February, 1912. 758
[First published, 17th February, 1912.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } E. HUDON, trader,
No. 388. } of the village of Ches-
terville, Plaintiff ; against EUGÈNE GAGNON,
of the town of Three Rivers, Defendant.

As belonging to the said Defendant :

A land forming part of lot number one, of the tenth range of the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, containing six arpents less one perch in front by the depth of the lot, without warranty of exact measurement ; bounded on one side by Pierre Ramsay, and on the other side by Alex. Dussault, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Wolfestown, under the numbers one B (1-B) and one C (1-C), of the tenth range of the said township,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame de Lourdes of Ham-North, on the TENTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY.

Sheriff's Office. Shérif.
Sherbrooke, 5th March, 1912. 1036
[The publication of the 24th February, 1912, is null.]
[First published, 9th March, 1912.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : **PHILEAS LARIVIERE**, Demandeur, contre **HERMAN DUPUIS**, Défendeur.

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-trois (43), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Richelieu, et la partie du lot numéro quarante-quatre (p. 44), des dits plan et livre de renvoi officiels, contenant, la dite partie du lot, vingt pieds de largeur par cent six pieds de profondeur, mesure anglaise, et borné en front par la rue Richelieu, en arrière par le terrain appartenant à Dame veuve Scott, d'un côté par le résidu du dit lot, et de l'autre par le lot sus-décrié No 43—avec toutes les maisons et autres dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Richelieu, **MERCREDI**, le **DIXIEME** jour d'**AVRIL** prochain, 1912, à **UNE** heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 4 mars 1912. 1011
[Première publication, 9 mars 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Saint-Hyacinthe, à savoir : **JUDE ETHIER**, No 2883. Demandeur; vs **S. CAUCHON**, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros cent cinquante-cinq, cent cinquante-six, cent cinquante-sept, cent cinquante-huit, cent cinquante-neuf, cent soixante, cent soixante et un et cent soixante-deux (155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint André d'Acton, sur le deuxième rang—avec bâtisses y érigées, et sans aucune autre réserve quant au bois croissant sur les dits lots de terre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-André d'Acton, à Acton Vale, **MARDI**, le **DIX-NEUVIEME** jour de **MARS** prochain 1912, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 13 février 1912. 775
[Première publication, 17 février 1912.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Montreal. **MYER LEVINE**, Demandeur; vs **ALTER LEVINE**, Défendeur, savoir :

La moitié indivise de l'intérêt appartenant au défendeur, Alter Levine, dans une propriété achetée conjointement par les demandeur et défendeur dans cette cause, de Alexis Valloton, par acte devant F. X. Desrosiers, notaire, en date du 20 mai 1906, et enregistré dans le bureau d'enregistrement pour le

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : **PHILEAS LARIVIERE**, Plaintiff; against **HERMAN DUPUIS**, Defendant.

A lot or emplacement known and designated under lot number forty three (43) of the official plan and book of reference of the cadastre for the village of Richelieu, and a part of lot No. forty four (p. 44), of the said plan and book of the official cadastre, the said part of lot containing twenty feet in width by one hundred and six feet in depth, english measure, and bounded in front by Richelieu street, in the rear by the land belonging to Dame widow Scott, on one side by the residue of the said lot, and on the other side by the above described lot No. 43—with all the houses and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Richelieu, on **WEDNESDAY**, on the **TENTH** day of **APRIL** next, 1912, at **ONE** o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinth, 4th March, 1912. 1012
[First published, 9th March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit : **JUDE ETHIER**, No. 2883. Plaintiff; vs **S. CAUCHON**, Defendant.

Lots known and designated under numbers one hundred and fifty five, one hundred and fifty six, one hundred and fifty seven, one hundred and fifty eight, one hundred and fifty nine, one hundred and sixty, one hundred and sixty one, one hundred and sixty two (155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162) of the official plan and book of reference of the parish of Saint André d'Acton, on the second range—with buildings thereon erected, and without other reserve for wood shooting up on said lots.

To be sold at the church door of the parish of Saint André d'Acton, at Acton Vale, on **TUESDAY**, the **NINETEENTH** day of **MARCH** next, (1912), at **TEN** o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Hyacinth, 13th February, 1912. 776
[First published, 17th February, 1912.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Montreal, **MYER LEVINE**, Plaintiff; vs **ALTER LEVINE**, Defendant, to wit :

The undivided one half interest owned by Defendant, Alter Levine, in a property purchased jointly by plaintiff and defendant in this cause, from Alexis Valloton, by deed before F. X. Desrosiers, notary, dated 20th May, 1906, and registered in the registry office for the county of Terre-

comté de Terbonne, sous le numéro 53130 ; laquelle dite propriété est plus particulièrement décrite comme suit :

1° Un morceau de terre connu comme lot numéro deux A (2A), dans le troisième rang du canton de Beresford, comté et district de Terbonne, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dans le district de Terbonne.

2° Une autre étendue de terre connue comme lot numéro un A (1A), dans le même rang, des mêmes plan et livre de renvoi officiels ; bornée au nord par le chemin du roi, au sud par le lac de la Truite, d'un côté à l'est par la ligne de division entre le canton de Morin et le susdit canton de Beresford, et de l'autre côté, à l'ouest, par le morceau de terre ci-dessus en premier lieu décrit.

3° Un autre morceau de terre à distraire du lot numéro deux B (2B), dans le dit troisième rang, y compris cette certaine partie à être trouvée depuis l'angle formé par la terre jusqu'à l'endroit où le dit chemin laisse le lot deux A (2A), pour entrer sur le lot numéro trois (3), jusqu'à ce qu'il touche l'endroit où le chemin traversant le dit numéro deux A (2A), est au point le plus près du lac de la Truite.

4° Un autre petit morceau de terre étant toute cette partie du lot numéro deux (2), dans le quatrième rang du susdit canton de Beresford, sur les susdits plan et livre de renvoi officiels, lequel à être trouvé entre le chemin et le lot numéro deux A (2A), dans le troisième rang du canton de Beresford—ensemble avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Sauf et excepté cependant les étendues de terre suivantes, lesquelles ne devant pas être vendues vu qu'elles n'appartiennent ni au demandeur ni au défendeur, les dites étendues ainsi exceptées étant plus particulièrement décrites comme suit :

Un lot de terre formant partie du dit lot numéro un A (1A), dans le troisième rang du canton de Beresford, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe des Monts, dit district de Terbonne, composé comme suit : d'une petite étendue de terre vacante courant en bas depuis le chemin du roi jusqu'au Lac de la Truite, contenant cent cinquante pieds de front sur le dit chemin, et borné au sud par le dit lac, au nord par le dit chemin du roi, à l'est par un petit chemin proposé devant courir du chemin du Roi jusqu'au lac, et à l'ouest par la partie du dit lot numéro un A, au sud par le chemin du Roi.

D'une autre étendue de terre contenant aussi cent cinquante pieds de front sur le dit chemin sur deux cents pieds de profondeur, et bornée comme suit : au sud par le dit chemin du roi, au nord et à l'ouest par partie du dit lot numéro un A (1A), et à l'est par un autre chemin courant du dit chemin du Roi au nord et à travers le dit numéro un A (1A)—avec la maison et autres bâtisses sus-érigées.

D'un autre lot de terre formant partie aussi du dit lot numéro un A (1A), et situé au bout nord du lot de M. Cunningham, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur dix pieds de profondeur, et borné à l'ouest par le chemin ci-dessus en dernier lieu mentionné, au nord et à l'est par partie du dit lot numéro un A (1A), et au sud par le dit lot de M. Cunningham—avec une grange et étable sus-érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte-Agathe des Monts, le ONZIÈME jour d'AVRIL prochain 1912, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif.
Sainte-Scholastique, 4 mars 1912.
[Première publication, 9 mars 1912.]

Shérif.
1001

bonne, under number 53130 ; which said property is more particularly described as follows :

1. A piece of land known as lot number two A (2A), in the third range of the township of Beresford, county and district of Terbonne, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Agathe des Monts, in the said district of Terbonne.

2. Another tract of land known as lot number one A (1A), in the same range, of the same official plan and book of reference ; bounded on the north by the King's road, on the south by the Lac de la Truite, on one side to the east by the division line between the township of Morin, and the aforesaid township of Beresford, and on the other side to the west by the firstly above described piece of land.

3. Another piece of land to be taken off from lot number two B (2B), in the said third range, including that certain part to be found from the angle formed by the land at the place where the said road leaves lot two A (2A), to enter lot number three (3), till it strikes the place where the road crossing the said number two A (2A), is at the nearest point to the Lac de la Truite.

4. Another small piece of land being all that part of lot number two (2), in the fourth range of the aforesaid township of Beresford, upon the official plan and book of reference aforesaid which is to be found between the road and lot number two A (2A), in the third range of the township of Beresford—together with buildings and all improvements thereon made and erected.

Save and except, however, the following tracts of land, which are not to be sold as not being owned by either plaintiff or defendant, said tract so excepted being more particularly described as follows :

A lot of land forming part of said lot number one A (1A), in the third range of the township of Beresford, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Agathe des Monts, said district of Terbonne, composed as follows : of a small vacant tract of land running down from the King's road to the lac de la Truite, containing one hundred and fifty feet frontage on said road, and bounded to the south by the said lake, to the north by the said king's road, to the east by a proposed small road to run from the King's road to the lake, and to the west by the part of said lot number one A (1A), south of the King's road.

Of another tract of land containing also one hundred and fifty feet in front on the said road by two hundred feet in depth and bounded as follows : to the south by the said king's road, to the north and to the west by portion of said lot number one A (1A), and to the east by another road running from said king's road to the north and through said lot number one A (1A)—with the house and other buildings thereon erected.

Of another lot of land forming part also of said lot number one A (1A), and situate of the north end of Mr. Cunningham's lot, containing ninety feet in width by ninety feet in depth ; and bounded on the west by the above last mentioned road, to the north and to the east by portion of said lot number one A (1A), and to the south by said Mr. Cunningham's lot—with a barn and a stable thereon erected.

To be sold at the church door of Sainte-Agathe des Monts on the ELEVENTH day of APRIL next, 1912, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office.
Sainte-Scholastique, 4th March, 1912.
[First published, 9th March, 1913.]

Sheriff.
1002

Avis du Gouvernement

Government Notices

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour de mars 1912, constituant en corporation l'honorable sénateur Philippe Auguste Choquette, MM. Louis Létourneau, M. P. P., Théodore Leclerc, agent, Antoine Masson, jr, hôtelier, L. Cyrius Jacques, notaire, tous de la ville de Québec, dans les buts suivants :

Acquiescer, louer, échanger ou autrement acquérir des terrains ou intérêts y ayant rapport, ensemble avec toutes bâtisses ou constructions érigées sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, échanger, louer, hypothéquer tous ou aucune parties des terrains et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant érigées sur iceux ou qui peuvent y être érigées à l'avenir, ou en disposer autrement, et prendre et supporter des hypothèques pour toutes balances non payées du prix d'achat de tous terrains, bâtisses ou constructions ainsi vendues, et autrement améliorer, changer et conduire les dits terrains et bâtisses ;

Construire, louer, affermer, donner à bail, acheter, vendre, conduire, mettre en opération des hôtels et leurs dépendances nécessaires dans la cité de Québec et les exploiter, les louer en tout ou en partie pour l'exploitation du dit genre d'affaires et en réserver toute partie qu'elle jugera propre à être occupée par des locataires comme boutique, magasins et autres établissements ;

Acquiescer, construire, conduire, mettre en opération et faire des contrats pour appareils pour éclairage, gaz, chauffage, réfrigérateurs et ascenseurs pour les fins des dites affaires et faire des contrats et baux, conventions ou toutes autres entreprises ayant rapport et nécessaires et accessoires à la mise en opération des affaires de cette compagnie et en général faire et exécuter toutes affaires et choses qui sont faites ou requises d'être faites dans le but de maintenir, promouvoir et augmenter les opérations de la compagnie ;

Acquiescer et posséder des stocks, actions, obligations ou autres garanties de compagnie faisant les mêmes affaires que celles pour lesquelles l'incorporation est demandée, en disposer et aider par garantie, endossement, concession réciproque, risque conjoint, consolidation ou amalgamation toutes telles compagnies, personnes ou sociétés, sous le nom de "La Compagnie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée", avec un capital de quatre cent cinquante mille piastres (\$450,000.00), divisé en quatre mille cinq cent (4500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1051

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 février 1912, à la compagnie "The Traders Company," par lesquelles elle a été autorisée à porter son fonds social au montant de trente mille piastres (\$30,000.00), la dite augmentation de dix mille piastres (\$10,000.00), devant être divisée en quatre cent (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de février 1912.

C. J. SIMARD,

1049

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Havelock, comté de Huntingdon, n'ayant pas fonctionné

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of March, 1912, incorporating the honorable senator Philippe Auguste Choquette, MM. Louis Létourneau, M. P. P., Théodore Leclerc, agent, Antoine Masson, jr., hotelkeeper, L. Cyrius Jacques, notary, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To purchase, lease, exchange or otherwise acquire, lands or interests in connection therewith, together with any buildings or structures erected on the said or any of the said lands, and sell, exchange, lease, hypothecate all or any part of the lands and all or any of the buildings or structures now erected on them or which may hereafter be erected thereon, or otherwise dispose of same, and take and hold hypothecs for any unpaid balances of the purchase price of any lands, buildings or structures thus sold, and otherwise improve, alter, and manage the said lands and buildings ;

To construct, lease, rent, let, purchase, sell, manage, operate hotels and their necessary dependencies in the city of Quebec, and exploit or lease same in whole or in part for the carrying on of the said kind of business, and reserve any part thereof deemed advisable, to be occupied by lessees as shops stores and other establishments ;

To acquire, construct, conduct, operate and make contracts for apparatus for lighting, gas, heating, refrigerators and elevators for the purposes of the said business, and make contracts and leases, agreements or any other undertakings in connection therewith and necessary and accessory for the carrying on of the business of the company, and generally carry out and execute any business and things done or required to be done for the purpose of maintaining, promoting and increasing the operations of the company ;

To acquire and hold the stock, shares, bonds or other securities of companies carrying on the same kind of business as that for which incorporation is sought, dispose thereof and aid by guarantee, endowment, reciprocal concession, joint adventure, consolidation or amalgamation any such companies, persons or associations, under the name of "La Compagnie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée", with a capital of four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00), divided into four thousand five hundred (4,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1052

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of February, 1912, to "The Traders Company", by which it has been authorized to increase its capital stock up to thirty thousand dollars (\$30,000.00), the said increase of ten thousand dollars (\$10,000.00) to be divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated from the office of the Secretary of the province, this tenth day of February, 1912.

C. J. SIMARD,

1050

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that the farmers' club of the municipality of the township of Havelock, county of Huntingdon, not having been in

depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous, conformément à l'article 1899 des statuts refondus de Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'agriculture.

Québec, 7 mars 1912.

1053

No 55-12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Elzéar, comté de Beauce, le bien-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Elzéar, le No 478, et de l'annexer à celle de Saint-Séverin, même comté.

1055

No 1677-11.

Québec, 7 mars 1912.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil du 4 mars 1912 de détacher de la municipalité scolaire de Baie Shawinigan, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, les Nos 615 à 622 inclusivement, ainsi que la partie du lot 623 qui est comprise dans les limites de la municipalité rurale de Sainte-Flore, et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Flore.

1057

Index de la Gazette Officielle de Québec No 10.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Belanger vs Pruneau	613
" Chouinard vs Polletier	614
" Coates vs Olson	612
" Coutroumanos vs Jervas	613
" Fergues vs Jollivet	614
" Jetté vs Payette	614
" Kindelston vs Kleiner	611

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Aubin vs Dme Côté, 613 ; Dion vs Lemieux, 612 ; Jutras vs Cardinal, 612.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 595.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—L'Union Mutuelle des Voyageurs de Québec, 597.

AVIS :—La Cie Electrique de la Baie des Ha ! Ha ! 596 ; Le Syndicat de Saint-Vital, 612.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 607 ; Conseil législatif, 606.

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Municipalité du canton Havelock, 625.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de l'Enfant Jésus, 597.

DEMANDE d'érection en municipalité de ville :—Village Saint-Dominique de Jonquières, 613.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Cie de chemin de fer d'Argenteuil 611 || Paroisse—Parish Saint-Louis-de-Courville | 610 |

working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1899 of the revised statutes of Québec, 1909.

JOS. ED. CARON,
Minister of agriculture.

Québec, 7th March, 1912.

1054

No. 55-12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 7th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R.S.P.Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Elzéar, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint-Elzéar, the No. 478, and to annex same to that of Saint-Séverin, same county.

1056

No. 1677-11.

Québec, 7th March, 1912.

Boundary of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR by order in council, 4th March, 1912, to detach from the school municipality of Shawinigan Bay, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte-Flore, county of Saint-Maurice, the Nos. 615 to 622 inclusively, and also the part of lot 623 comprised within the limits of the rural municipality of Sainte-Flore, and to annex same to the school municipality of Sainte-Flore.

1058

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lachance vs Germain	614
" Lamarche vs Richard	615
" Lamarche vs Roy	611
" Love vs Cowper	612
" Picard vs Tucci alias Touchy	614
" Ratelle vs Picard	614
" Renaud vs Malo	583
" Robert vs Potvin	612

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Aubin vs Dme Côté, 613 ; Dion vs Lemieux, 612 ; Jutras vs Cardinal, 612.

ADVERTISEMENTS :—Notices to :—Respecting notices, etc, 595.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY :—L'Union Mutuelle des Voyageurs de Québec, 597.

NOTICE :—La Cie Electrique de la Baie des Ha ! Ha ! 596 ; Le Syndicat de Saint-Vital, 612.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 607 ; Legislative Council, 606.

FARMER'S CLUB DISSOLVED :—Municipality of the township Havelock, 625.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Parish of l'Enfant Jésus, 597.

APPLICATION to erect into town municipality :—Village Saint-Dominique de Jonquières, 613.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Les Commissaires d'écoles de la municipalité de—School Commissioners of the municipality of Sainte-Clotilde 610 |

ERRATA :—Page 434, 24 février, No 827-8. lire district de Kamouraska au lieu de district de Fraserville, 611 ; Gazette du 2 mars, No 875-6, il faut lire M. Ag. Lepage au lieu de J. E. A. Dubuc, 611.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Anderson.....	616
Boyer.....	616
Darling Coy.....	615
Demers.....	616
Dépocas.....	616

LETTRES PATENTES :—

La Cie Commerciale de Jonquière.....	596
La Cie du Château Saguenay, ltée.....	597
La Cie de l'Hôtel Saint-Roch.....	625
La Cie des Terrains de Québec-Nord.....	605
Lachute Land Coy.....	604
La Cie Immobilière du Cap de la Madeleine... 600	

LIQUIDATIONS :—Floor Planing & Surfacing Coy, ltd, 618 ; The Boston Asbestos Coy, 617.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :—Saint-Agapitville, 606 ; Shawinigan—Sainte-Flore, 626.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou dériger :—Village de Saint-Gabriel de Brandon, 596 ; Saint-Elzéar—Saint-Séverin, 626.

NOMINATIONS :—

Commissaire pour recevoir affidavits :—Lawrence Jones, 595.

Conseiller municipal :—Jos. Dumas, 595.

Juges de paix :—Montréal, 596 ; Beauce, 596.

NOTAIRE, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par Edouard Archambault, 605 ; J. E. Marcil, 604 ; J. A. Sigouin, 612.

PROCLAMATION :—Paroisse de Saint-Donat, 609.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Grégoire vs Desrochers, 618 ; Lettre vs Beaudette, 618.

BEAUCÉ :—Tardif vs Dupuis, 619.

CHICOUTIMI :—Gaudreau vs Tremblay, 619 ; La Cie d'Assurance Mutuelle des Industries vs Gaudreau, 620 ; Lajoie (Dme) vs Simard, 620.

GASPÉ :—La Banque Nationale vs Cass, 620.

MONTRÉAL :—Dansereau vs Dinelle, 621.

RICHELIEU :—DeSerres vs LeRoy, 622 ; Hébert vs Rondeau, 621.

SAINT-FRANÇOIS :—Hudon vs Gagnon, 622.

SAINT-HYACINTHE :—Ethier vs Cauchon, 623 ; Larivière vs Dupuis, 623.

TERREBONNE :—Levine vs Levine, 623.

QUÉBEC :—Imprimé par LOUIS V. FILTEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

ERRATA :—Page 434, 24th February, No 827-8, read district of Kamouraska instead of district of Fraserville, 611 ; Gazette of 2nd March, No. 875-6, read Mr. Ag. Lepage instead of J. E. A. Dubuc, 611.

FAILLIS —INSOLVENTS

Fauteux.....	615
Fortin.....	617
L'Imprimerie Commerciale.....	617
Mowatt.....	616
Trépanier.....	617

LETTRES PATENTES :—

Le Club des Hommes d'affaires de la partie nord de la ville de Montréal, ltée.....	599
The Bedford Light Coy.....	603
The Montreal Investment & Realty Coy.....	602
The Traders Coy.....	625

LIQUIDATIONS :—Floor Planing & Surfacing Coy, ltd, 618 ; The Boston Asbestos Coy, 617.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED :—Saint Agapitville, 606 ; Shawinigan—Sainte-Flore, 626.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or erect :—Village of Saint Gabriel de Brandon, 596 ; Saint Elzéar—Saint Severin, 626.

APPOINTMENTS :—

Commissioner to receive affidavits :—Lawrence Jones, 595.

Municipal Councillor :—Jos. Dumas, 595.

Justices of the peace :—Montreal, 596 ; Beauce, 596.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—By Edouard Archambault, 605 ; J. E. Marcil, 604 ; J. A. Sigouin, 612.

PROCLAMATION :—Parish of Saint Donat, 609.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Grégoire vs Desrochers, 618 ; Lettre vs Beaudette, 618.

BEAUCÉ :—Tardif vs Dupuis, 619.

CHICOUTIMI :—Gaudreau vs Tremblay, 619 ; La Cie d'Assurance Mutuelle des Industries vs Gaudreau, 620 ; Lajoie (Dme) vs Simard, 620.

GASPÉ :—La Banque Nationale vs Cass, 620.

MONTREAL :—Dansereau vs Dinelle, 621.

RICHELIEU :—DeSerres vs LeRoy, 622 ; Hébert vs Rondeau, 621.

SAINT FRANÇOIS :—Hudon vs Gagnon, 622.

SAINT HYACINTH :—Ethier vs Cauchon, 623 ; Larivière vs Dupuis, 623.

TERREBONNE :—Levine vs Levine, 623.

QUEBEC :—Printed by LOUIS V. FILTEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King

1. The first of these is the fact that the

the second is the fact that the

the third is the fact that the

the fourth is the fact that the

the fifth is the fact that the

the sixth is the fact that the

the seventh is the fact that the

the eighth is the fact that the

the ninth is the fact that the

the tenth is the fact that the

the eleventh is the fact that the

the twelfth is the fact that the

the thirteenth is the fact that the

the fourteenth is the fact that the

the fifteenth is the fact that the

the sixteenth is the fact that the

the seventeenth is the fact that the

the eighteenth is the fact that the

the nineteenth is the fact that the

the twentieth is the fact that the

the twenty-first is the fact that the

the twenty-second is the fact that the

the twenty-third is the fact that the

the twenty-fourth is the fact that the

the twenty-fifth is the fact that the

the twenty-sixth is the fact that the

the twenty-seventh is the fact that the

the twenty-eighth is the fact that the

the twenty-ninth is the fact that the

the thirtieth is the fact that the

the thirty-first is the fact that the

the thirty-second is the fact that the

the thirty-third is the fact that the